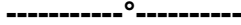


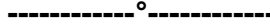
République du Mali
Un peuple - Un But - Une Foi



Ministère de l'Aménagement
du territoire et de la Population



Ministère de l'Economie
et des Finances

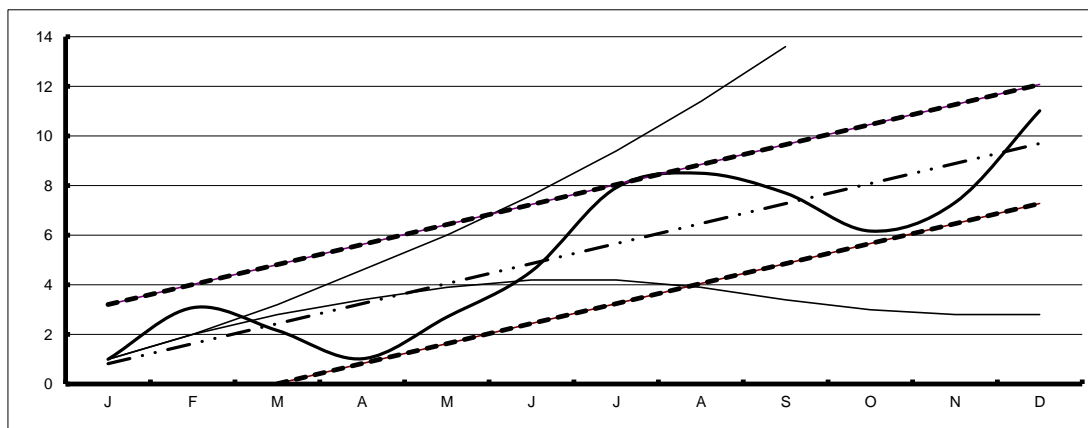


Ministère du Commerce
et de l'Industrie



NOTE CONJOINTE DE CONJONCTURE

Quatrième Trimestre 2015



VERSION DEFINITIVE

INSTAT - ONAP - DNCC - DNDC - DGD - DGI

N°: 048

Février 2016

Sommaire

Rubriques	Pages
Introduction.....	4
A/Conjoncture internationale.....	5
1- Cours des produits de base.....	5
2- Taux de change.....	8
B/Conjoncture nationale.....	9
1- Prix intérieurs.....	9
1-1 Evolution des prix des produits pétroliers.....	9
Prix fournisseurs des produits pétroliers.....	9
Prix à la consommation des produits pétroliers.....	10
Stocks des produits pétroliers.....	11
1-2 Prix à la consommation des autres produits.....	13
Evolution des prix des produits de 1 ^{ère} nécessité.....	13
Stocks grossistes des produits de 1 ^{ère} nécessité.....	15
1-3 Indices des prix et variations.....	16
2- Production industrielle.....	18
3- Dépenses de consommation des ménages.....	21
4- Bâtiment et travaux publics.....	21
5- Services.....	22
6- Commerce extérieur.....	25
6-1 Importations.....	25
6-2 Exportations.....	31
6-3 Solde commercial et taux de couverture.....	32
7 - Finances publiques.....	33
8- Situation monétaire et transfert des migrants	43
9 - Création d'entreprises et emploi.....	46
Conclusion et perspectives.....	48

Abréviations

- **INSTAT**: Institut National de la Statistique
- **DNCC**: Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
- **ONAP**: Office National des Produits Pétroliers
- **DGI**: Direction Générale des Impôts
- **DGD**: Direction Générale des Douanes
- **DNTCP**: Direction Nationale du Trésor et de la Comptabilité Publique
- **DNDC**: Direction Nationale des Domaines et du Cadastre
- **DGDP**: Direction Générale de la Dette Publique
- **CVS** : Correction de variation saisonnière
- **CMDT** : Compagnie Malienne pour le Développement des Textiles
- **LCV** : Laboratoire Central Vétérinaire
- **DGABE** : Direction Générale de l'Administration des Biens de l'Etat
- **INRSP** : Institut National de la Recherche en Santé Publique
- **CNPE** : Comité National de Politique Economique
- **OMATHO** : Office Malien du Tourisme et de l'Hôtellerie
- **BCEAO** : Banque Centrale des Etat de l'Afrique de l'Ouest

NB : Nous attirons l'attention des lecteurs sur le caractère provisoire de certaines données : TOFE, Situation monétaire, et Commerce extérieur

Introduction :

La note conjointe de conjoncture est un document publié à la fin de chaque trimestre par l'Institut National de la Statistique (INSTAT) en collaboration avec la DNCC et l'ONAP. C'est une synthèse de la note de conjoncture de l'INSTAT, des rapports trimestriels de la DNCC, de l'ONAP, de la DGD, de la DGI et de quelques données provenant d'autres structures administratives. Elle donne des informations relatives à l'évolution de la conjoncture économique au Mali à travers l'analyse des faits endogènes et exogènes ayant eu un impact sur l'activité économique.

Au 4^{ème} trimestre 2015, l'activité économique mondiale pourrait être jugée moins vigoureuse que prévue. En effet, la croissance a ralenti dans les pays émergents et en développement tandis que la reprise dans les pays développés est restée modeste avec son corollaire de baisse du prix de l'énergie et d'autres produits de base.

Au plan national, le diagnostic conjoncturel au 4^{ème} trimestre 2015 révèle une situation économique globalement bien orientée. Les bons résultats de la campagne agricole 2015/2016 prévus se confirment au regard de l'augmentation des productions céréalière et cotonnière. Mieux, les cours mondiaux des principaux produits importés, notamment les céréales et le pétrole, sont orientés à la baisse. Ces facteurs ont contribué à contenir les prix. Ainsi, le taux d'inflation en décembre 2015 est **+1,5%** inférieur à la norme communautaire de **3,0%**. Ce qui a quelque peu alimenté le repli de la valeur de la consommation des ménages. La production moderne d'or dépasse son niveau de la période en 2014 avec un taux de réalisation des prévisions de **102,0%**. La production industrielle hors extraction d'or s'est contractée par rapport au 4^{ème} trimestre 2014 à cause du démarrage tardif de l'égrenage et la baisse de la demande de certains produits de l'industrie agroalimentaire. Par rapport au trimestre précédent, la production industrielle hors extraction d'or est hausse du fait de la saisonnalité de l'égrenage de même que l'augmentation de la production de certains produits agroalimentaires prisés pendant des fêtes de fin d'année. Au niveau de l'activité des BTP, on note un redressement du fait de l'importation accrue du ciment en compensation à la contraction de la production intérieure de ciment en 2015 à cause essentiellement de deux grèves des travailleurs. Néanmoins, les exportations en valeur ont nettement augmenté principalement sous l'effet de la hausse du volume d'or exporté. Bien qu'en recul par rapport au trimestre précédent, la valeur des importations sont en hausse par rapport au 4^{ème} trimestre 2014 du fait essentiellement à l'accroissement du volume importé de pétrole. Dans un contexte de baisse continue du cours du pétrole, la progression des quantités importées de pétrole contribue à rehausser le niveau des recettes de l'Etat. Il en est de même pour les dépenses totales avec une accélération des dépenses d'investissement dans un contexte de reconstruction et de reprise de l'activité

économique dont laisse entrevoir l'intensification du transport aérien et le nombre de plus en plus croissant de véhicules immatriculés. En revanche, l'expansion au niveau de la branche des télécommunications semble ralentir au regard de la baisse du parc mobile due à la suppression des lignes sans attributaire identifié ainsi que de la contraction du volume d'appels. L'augmentation du crédit à l'économie traduit la reprise de l'activité économique avec l'octroi des crédits aux entreprises. Toutefois, le niveau des avoirs extérieurs a reculé à cause notamment de la hausse des paiements à l'étranger.

A – Conjoncture internationale

1– Cours des produits de base

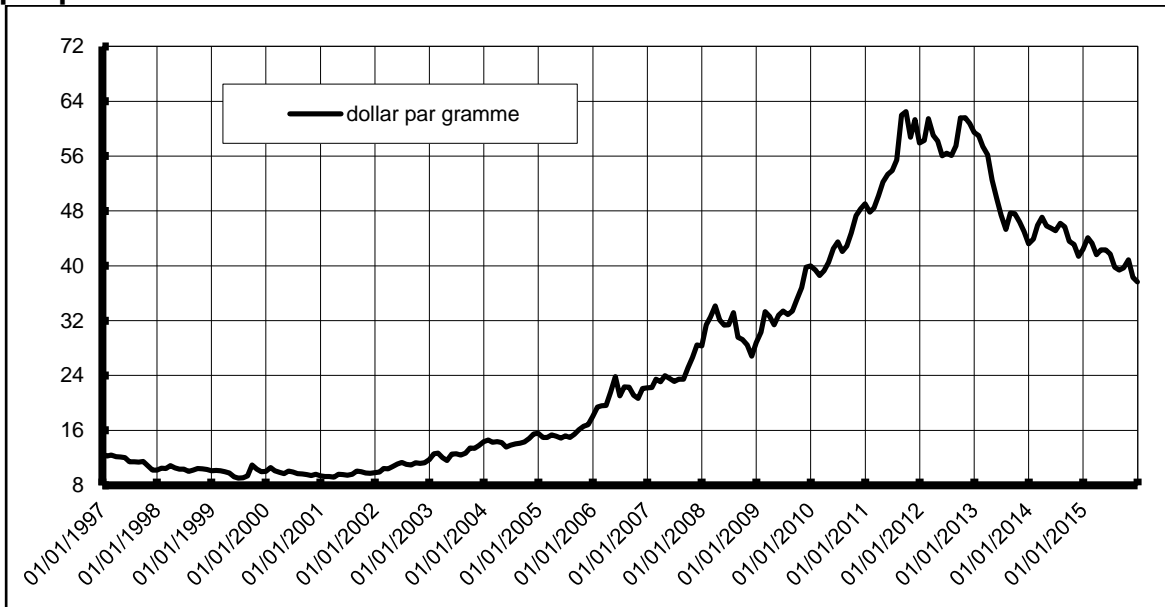
Tableau 1 : Cours des produits de base

Période	Cours des matières premières		
	Source : FMI, estimations: AFRISTAT		
	Coton	Or	Pétrole
	dollar E-U /kg	dollar E-U /g	dollar E-U /baril
janv-14	2,007	43,90	102,10
févr-14	2,075	45,90	104,80
mars-14	2,137	47,10	104,00
avr-14	2,077	45,80	104,90
mai-14	2,044	45,50	105,70
juin-14	2,004	45,10	108,40
juil-14	1,848	46,20	105,20
août-14	1,632	45,70	100,10
sept-14	1,619	43,60	95,90
oct-14	1,550	43,10	86,10
nov-14	1,488	41,40	77,00
déc-14	1,506	42,40	60,70
janv-15	1,486	44,10	47,10
févr-15	1,539	43,30	54,80
mars-15	1,530	41,60	52,80
avr-15	1,581	42,30	57,20
mai-15	1,608	42,30	62,50
juin-15	1,597	41,70	61,30
juil-15	1,594	39,80	54,30
août-15	1,583	39,40	45,70
sept-15	1,515	39,68	46,30
oct-15	1,522	40,88	47,00
nov-15	1,580	38,31	43,10
déc-15	1,550	37,67	36,60
janv-16	1,520	38,73	29,80

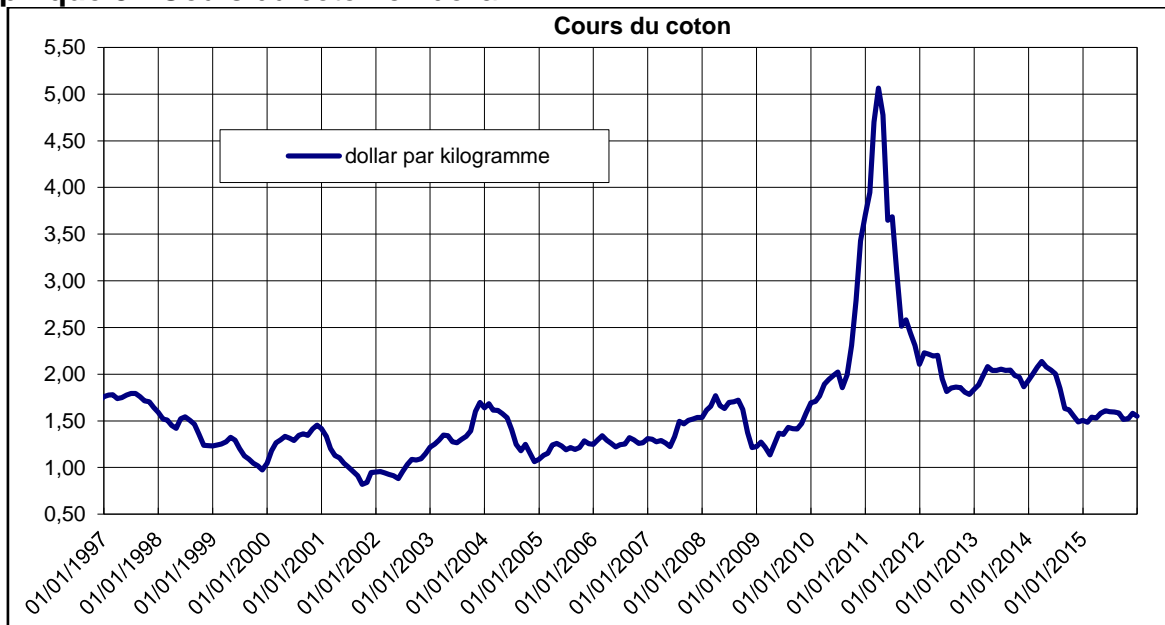
Graphique 1 : Cours du pétrole en dollar



Graphique 2 : Cours de l'or en dollar



Graphique 3 : Cours du coton en dollar



Tout comme au cours du trimestre précédent, durant le 4^{ème} trimestre 2015, les cours des principales matières premières sont orientés encore à la baisse.

❖ Le pétrole :

Dans un paysage économique peu stable et moins motivant, le cours du brut continue de plonger. Cette situation est aggravée par un contexte géopolitique perturbé de même qu'une surproduction induite en partie par l'extraction extrême du pétrole non conventionnel. En effet, le cours du pétrole a terminé l'année à moins de **40 dollars** le baril. En janvier 2016, le prix du baril de pétrole tourne autour de **30 dollars** le baril. L'augmentation de l'offre de pétrole a été accentuée par l'arrivée du pétrole de l'Iran sur le marché mondial à la faveur de la levée des sanctions contre ce pays. Les prévisions sont assez pessimistes pour 2016. Elles fixent le prix du baril à moins de **40 dollars**, soit **37 dollars**. Cette tendance baissière du cours du pétrole est une aubaine pour des pays importateurs nets du pétrole comme le Mali. Elle pourrait réduire le coût de production de certains produits et renforcer les recettes fiscales.

❖ L'or :

A l'instar du pétrole, le cours de l'or ne cesse de baisser mais moins lentement que celui du pétrole. Initialement considéré une protection efficace en temps de crise, l'or a progressivement perdu de son attrait pour les investisseurs. Ainsi, au 4^{ème} trimestre 2015, le prix de l'or a replié en moyenne de près de **8,0%** par rapport à la même période en 2014. Par rapport au 3^{ème} trimestre 2015, le cours de l'or a baissé d'environ de **2,0%**. En effet le cours de l'or est passé de **1219 dollars** l'once au 1^{er} trimestre 2015 à **1105 dollars** l'once au 4^{ème} trimestre 2015. En perspective, le ralentissement de l'économie chinoise ayant négativement impacté le marché de la joaillerie cours des derniers trimestres, on pourrait s'aligner sur la prévision du cours en 2016 de **1075 dollars** l'once.

❖ Le coton :

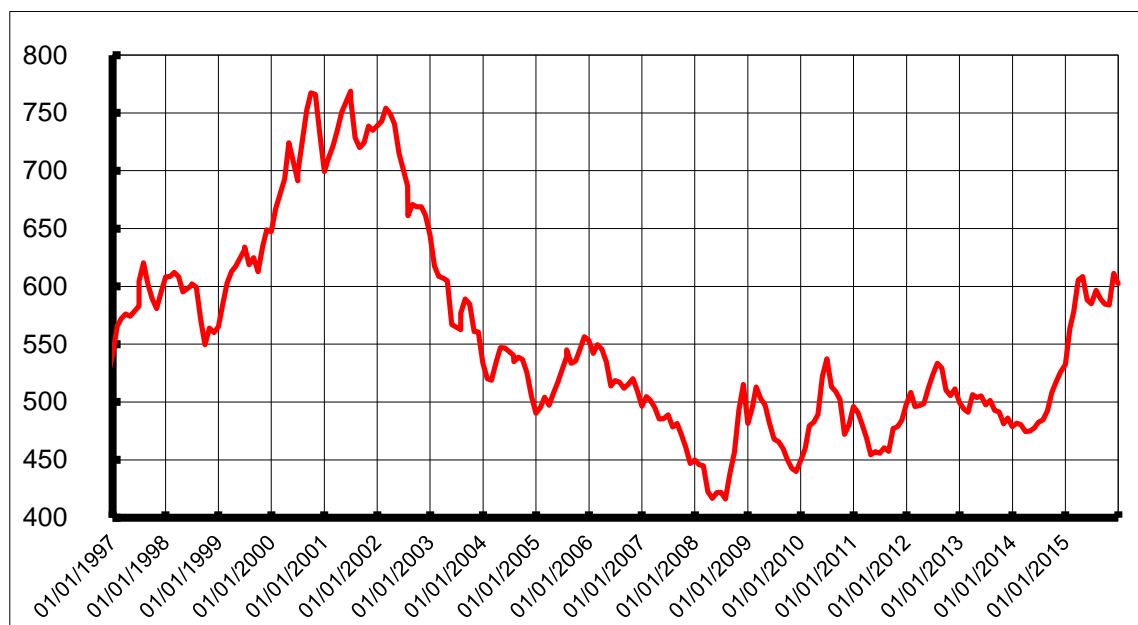
Malgré, un contexte international difficile et marqué par la concurrence de la fibre synthétique dérivée du pétrole, le coton arrive à résister quelque peu. Selon les estimations la production mondiale pour la campagne 2015/2016 serait en recul. En effet, les USA, agacés par la baisse continue du prix du coton, ont décidé de réduire les superficies consacrées au coton. Ce qui devrait contribuer à soutenir le prix du coton. Ainsi, au 4^{ème} trimestre 2015, le cours du coton a baissé de moins de **1,0%** par rapport au trimestre précédent. Mieux, il a augmenté de plus de **2,0%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2014. Au regard des prévisions, la consommation progresserait lors de la campagne 2015/2016 et dépasserait l'offre pour la première fois depuis six ans d'autant que le Pakistan devrait faire croître ses importations et l'Inde devrait augmenter ses stocks.

❖ Cours des produits alimentaires :

Au 4^{ème} trimestre 2015, la baisse des prix des produits alimentaires se poursuit. En effet, l'indice des prix des produits alimentaires a reculé au 4^{ème} trimestre 2015 de **2,7%** et de **15,0%** respectivement par rapport au 3^{ème} trimestre 2015 et par rapport au 4^{ème} trimestre 2014 en liaison principalement avec l'augmentation de l'offre induite par un accroissement de la production. S'agissant du prix des céréales, il reculé de **2,6%** par rapport au trimestre précédent. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2014, le prix des céréales a replié de près de **14,0%**. Le cours mondial des oléagineux affiche les mêmes tendances baissières.

2- Taux de change

Graphique 4 : Cours du dollar en francs CFA



L'appréciation du dollar par rapport au franc CFA se poursuit au 4^{ème} trimestre 2015. En effet, le cours du dollar vis-à-vis du franc CFA se redresse de **14,0%** par rapport à son niveau du 4^{ème} trimestre 2014. Par rapport à son niveau du trimestre précédent le cours du dollar par rapport au franc CFA s'est apprécié de **1,5%**.

B – Conjoncture nationale

1- Les prix intérieurs

1-1- Evolution des prix des produits pétroliers :

a – Prix fournisseurs :

a-1-Prix - Société Africaine de Raffinage (SAR) et Traders :

Tableau 2 : Comparaison des prix moyens SAR - FCFA / Litre

	Superc.	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180	Jet A1
4^{ème} trimestre 15 (1)	269,1	433,9	251,6	252,6	161,9	431,2
3^{ème} trimestre 15 (2)	317,8	445,6	295,5	297,4	199,8	442,7
Ecart (1) - (2)	-48,7	-11,67	-43,93	-44,81	-37,89	-11,57
Variation en %	-15,3	-2,6	-14,9	-15,1	-19,0	-2,6

Sources : SAR - ONAP

Superc. = Super carburant

a-2- Prix – Côte d'Ivoire (OANDO) :

Tableau 3 : Comparaison des prix moyens OANDO - FCFA / Litre

Libellé	Superc.	Pétrole lampant	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180	Jet A1
4^{ème} trimestre 15 (1)	278,8	433,9	254,6	246,2	155,3	430,2
3^{ème} trimestre 15 (2)	321,5	445,1	297,5	296,3	195,4	442,8
Ecart (1) - (2)	-42,8	-11,2	-42,9	-50,1	-40,1	-12,6
Variation en %	-13,3	-2,5	-14,4	-16,9	-20,5	-2,9

Sources : OANDO – ONAP

Superc. = Super carburant

a-3- Prix – Niger SONIDEP (Société Nigérienne des Produits Pétroliers) :

Tableau 4 : Comparaison des prix moyens SONIDEP - FCFA / Litre

Libellé	Superc.	Gasoil
4^{ème} trimestre 15 (1)	292,5	275,4
3^{ème} trimestre 15 (2)	308,3	286,7
Ecart (1) - (2)	-15,8	-11,3
Variation en %	-5,1	-3,9

Sources : SONIDEP – ONAP

Superc. = Super carburant

Par rapport au trimestre précédent, sur les axes d'approvisionnement du Mali au 4^{ème} trimestre 2015 les prix fournisseurs moyens de tous les produits pétroliers ont replié avec des taux compris entre **2,5%** et **20,5%** suite à la baisse continue des cours mondiaux du brut.

a-4- Comparaison des prix moyens sur tous les axes :

Tableau 5 : Comparaison des prix moyens entre tous les axes au 4^{ème} trim. 2015 - FCFA / Litre

Libellé	Superc.	Pétrole lampion	Gasoil	DDO	Fuel-oil 180	Jet A1
Sénégal et Traders	269,1	433,9	251,6	252,6	161,9	431,2
Côte d'Ivoire	278,8	433,9	254,6	246,2	155,3	430,2
Niger	292,5	-	275,4	-	-	-

Sources: SAR - SIR – ONAP

(-) non concerné

Contrairement aux trimestres précédents, en matière d'approvisionnement en produits pétroliers au cours du 4^{ème} trimestre 2015, on note qu'en moyenne les prix fournisseurs du supercarburant et du gasoil sont plus avantageux au Sénégal. Les prix fournisseurs du fuel-oil, du DDO et du Jet A1 sont plus favorables en Côte d'Ivoire.

b - Prix à la consommation des produits pétroliers :

Le tableau ci-dessous donne l'évolution des **prix indicatifs plafonds moyens à la pompe** des produits pétroliers entre le 4^{ème} trimestre 2015 et le 3^{ème} trimestre de 2015.

Tableau 6 : Prix moyens à la pompe des produits pétroliers - en FCFA/Litre

Libellés	Superc.	Pétrole Lampion	Gasoil	DDO	Fuel - oil	Butane*
4^{ème} trimestre 15 (1)	723,0	608,0	628,0	628,0	440,0	878,7
3^{ème} trimestre 15 (2)	750,0	556,0	650,0	650,0	456,0	856,7
Ecart (1) - (2)	-27,0	52,0	-22,0	-22,0	-16,0	22,0
Variation en %	-3,6	9,4	-3,4	-3,4	-3,5	2,6

Source : ONAP

* : Prix non subventionnés en FCFA/Kg

A l'exception du pétrole lampant, l'évolution des prix moyens à la pompe de la plupart des produits pétroliers liquides entre le 4^{ème} trimestre 2015 et le trimestre précédent, laisse entrevoir un repli des prix à la pompe avec des taux allant de **3,4%** à **3,6%**. La baisse des prix moyens à la pompe se justifie par celles des prix fournisseurs, suite à la mise en œuvre intégrale du nouveau mécanisme de tarification automatique des produits pétroliers.

La hausse du prix moyen à la pompe du pétrole lampant a enregistré une hausse à la pompe de **9,4 %** suite à son alignement sur celui du supercarburant.

S'agissant du prix non subventionné du kilogramme de gaz butane, il a augmenté en moyenne de **22,0 FCFA**, soit une progression de **2,6%** contre une augmentation **4,7%** au cours du trimestre précédent.

Par ailleurs, il convient de noter que le taux de la redevance d'usage routier sur les produits pétroliers est désormais fixé à **35,0 FCFA** par litre pour le supercarburant et le gasoil suite à

l'arrêté interministériel N°2015-4332/MEF-METD-SG du 07 décembre 2015. Cela fait suite à une augmentation de **10,0 FCFA** par litre de l'ancien taux pour chacun de deux produits.

c - Les stocks de produits pétroliers dans les dépôts :

Le stockage des produits pétroliers importés dans les dépôts est pris en charge dans la structure indicative de prix des carburants.

Les tableaux ci - dessous présentent **les mouvements de stocks** dans certains dépôts pétroliers du Mali au cours du 4^{ème} trimestre 2015.

c-1- Le Dépôt ONAP de Bamako - Sénou (capacité : 10 000 m³)

Tableau 7 : Situation des stocks au 4^{ème} trimestre 2015 - en litres

Libellé	Supercarburant	Gasoil
Stock Initial	4 482 000	3 389 000
Receptions	11 834 000	17 870 000
Sorties	14 737 000	17 198 000
Coulages	11 000	17 000
Stock Final	1 568 000	4 078 000
Nombre de jours de consommation	10	21
Nombre de jours de consommation au 3 ^{ème} trimestre 2015	39	20

Source : Dépôt ONAP

A la fin du 4^{ème} trimestre 2015, les nombres de jours de consommation sont de **10** pour le supercarburant, et de **21** pour le gasoil, contre respectivement **39** jours et **20** jours à la fin du 3^{ème} trimestre 2015.

c-2- Le Dépôt HRS de Bamako - Sénou (capacité : 4 900 m³)

Tableau 8 : Situation des stocks au 4^{ème} trimestre 2015 - en litres

Libellé	Jet A1	Avgas
Stock Initial	2 550 000	38 000
Receptions	15 742 000	15 000
Sorties	13 152 000	11 000
Coulages	504 000	-
Stock Final	4 636 000	42 000
Nombre de jours de consommation	58	42
Nombre de jours de consommation au 3 ^{ème} trimestre 2015	17	38

Source : Dépôt HRS /ONAP

A fin décembre 2015, les nombres de jours de consommation sont de **58** pour le jet A1 et **42** pour l'avgas contre respectivement **17** et **33** à fin septembre 2015.

c-3- Le Dépôt SANKE SGDS (capacité : 14 600 m³)

Tableau 9 : Situation des stocks – 4^{ème} trimestre 2015 - en litres

Libellé	Supercarburant	Pétrole lampant	Gasoil
Stock Initial	5 678 000	533 000	6 741 000
Receptions	3 945 000	-	3 600 000
Sorties	2 800 000	-	2 650 000
Coulages	29 000	-	11 000
Stock Final	6 794 000	533 000	7 680 000
Nombre jours de consommation.	218	-	261
Nombre de jours de consommation au 3 ^{ème} trimestre 2015	213	-	248

Sources : Dépôt SANKE /ONAP

Le nombre de jours de consommation est de **218** pour le supercarburant et de **261** pour le gasoil à la fin du 4^{ème} trimestre 2015 contre **213** et **248** respectivement pour le supercarburant et le gasoil à la fin du trimestre précédent.

c-4- Le Dépôt STAR OIL de Niaréla (capacité : 16 606 m³)

Tableau 10 : Situation des stocks – 4^{ème} trimestre 2015 - en litres

Libellé	Supercarburant	Pétrole lampant	Gasoil
Stock Initial	2 356 000	5 000	7 450 000
Receptions	6 462 000	270 000	6 022 000
Sorties	7 673 000	29 000	8 604 000
Coulages	96 000	2 000	61 000
Stock Final	1 048 000	234 000	4 807 000
Nombre jours de consommation.	12	0	96
Nombre de jours de consommation au 3 ^{ème} trimestre 2015	12	-	103

Sources : Dépôt STAR OIL /ONAP

A la fin du 4^{ème} trimestre 2015, les nombres de jours de consommation sont de **12** pour le supercarburant, et de **96** pour le gasoil, contre respectivement **12** jours et **103** jours à la fin du 3^{ème} trimestre 2015.

c-5- Le Dépôt Ex Petrostock de Kayes (capacité : 16 606 m³)

Tableau 11 : Situation des stocks – 4^{ème} trimestre 2015 - en litres

Libellé	Supercarburant	Pétrole lampant	Gasoil
Stock Initial	-	-	108 000
Receptions	-	-	1 211 000
Sorties	-	-	853 000
Coulages	-	-	5 000
Stock Final	-	-	461 000
Nombre jours de consommation.	-	-	3
Nombre de jours de consommation au 3 ^{ème} trimestre 2015	-	-	-

Sources : Dépôt STAR OIL /ONAP

Le nombre de jours de consommation est de 3 jours pour le gasoil au titre du 4^{ème} trimestre 2015.

1-2 Prix à la consommation des autres produits :

a- Evolution des prix des produits de première nécessité :

a-1- Les céréales :

a-1-1-Evolution des prix moyens des céréales au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 3^{ème} trimestre 2015

Tableau 12 : Evolution des prix moyens des céréales au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 3^{ème} trimestre 2015

Période Produits	3 ^{ème} trimestre 2015 (1)	4 ^{ème} trimestre 2015 (2)	Ecart (FCFA) (2) – (1)	Variation (%)
Riz	375	369	-6	-1,6
Mil	215	207	-8	-3,7
Maïs	197	194	-3	-1,5
Sorgho	234	202	-32	-13,7

Source : DNCC

unité : FCFA/kg

Par rapport au trimestre précédent, le 4^{ème} trimestre 2015 a été caractérisé par la baisse des prix moyens des céréales. Le recul des prix moyens de céréales s'explique par l'amélioration de l'offre en raison de l'entrée des nouvelles récoltes sur les marchés.

a-1-2- Evolution des prix moyens des céréales au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 4^{ème} trimestre 2014

Tableau 13: Evolution des prix moyens des céréales au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 4^{ème} trimestre 2014

Période Produits	4 ^{ème} trimestre 2014 (1)	4 ^{ème} trimestre 2015 (2)	Ecart (FCFA) (2) – (1)	Variation (%)
Riz	356	369	13	3,7
Mil	212	207	-5	-2,4
Maïs	179	194	15	8,4
Sorgho	194	202	8	4,1

Source : DNCC

unité : FCFA/kg

A l'exception du prix moyen du mil, ceux du riz, du maïs et du sorgho ont enregistré une hausse durant le 4^{ème} trimestre 2015 comparativement à leurs niveaux de l'année 2014 à la même période.

La hausse du prix moyen du riz, toutes catégories confondues, est due à la hausse du prix moyen du riz local. En revanche, le prix moyens du riz importé a baissé par rapport à son niveau du quatrième trimestre 2014.

L'augmentation du prix moyen du riz local, du maïs et du sorgho pourrait s'expliquer par le prolongement des pluies jusqu'en fin octobre 2015 qui ont causé quelques dégâts et ralenti le rythme d'approvisionnement des marchés.

a-2 Produits de première nécessité (autres que les céréales) :

a-2-1- Evolution des prix moyens des autres produits de première nécessité au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 3^{ème} trimestre 2015

Tableau 14: Evolution des prix moyens des autres produits de première nécessité au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 3^{ème} trimestre 2015

Période Produits	3 ^{ème} trimestre 2015 (1)	4 ^{ème} trimestre 2015 (2)	Ecart (FCFA) (2) – (1)	Variation (%)
Sucre	472	465	-7	-1,5
Lait en poudre	2 637	2 672	35	1,3
Farine de blé	381	379	-2	-0,5
Huile alimentaire (**)	755	791	36	4,8
Sel	148	147	-1	-0,7
Thé (*)	362	357	-5	-1,4
Viande avec os	2 121	2 038	-83	-3,9
Poisson fumé	3 216	3 015	-201	-6,3

Source : DNCC

unité : FCFA/kg (*) FCFA/100g (**) FCFA/litre

Durant le 4^{ème} trimestre 2015, seuls les prix moyens du lait en poudre et de l'huile alimentaire sont orientés à la hausse par rapport au trimestre précédent, tandis que ceux des autres

produits affichent des variations négatives, notamment le poisson fumé et la viande avec os. Toutefois, les prix moyens de la farine de blé et du sel sont restés quasi-stables.

a-2-2- Evolution des prix moyens des autres produits de première nécessité au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 4^{ème} trimestre 2014

Tableau 15 : Evolution des prix moyens des autres produits de première nécessité au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 4^{ème} trimestre 2014

Période Produits	4 ^{ème} trimestre 2014 (1)	4 ^{ème} trimestre 2015 (2)	Ecart (FCFA) (2) – (1)	Variation (%)
Sucre	452	465	13	2,9
Lait en poudre	2 884	2 672	-212	-7,4
Farine de blé	394	379	-15	-3,8
Huile alimentaire (**)	780	791	11	1,4
Sel	144	147	3	2,1
Thé (*)	356	357	1	0,3
Viande avec os	2 020	2 038	18	0,9
Poisson fumé	2 637	3 015	378	14,3

Source : DNCC

unité : FCFA/kg (*) FCFA/100g (**) FCFA/litre

Les prix moyens des autres produits de première nécessité sont supérieurs à leurs niveaux de l'année dernière à la même période à l'exception de ceux du lait en poudre et de la farine de blé qui ont enregistré une baisse avec des écarts respectifs de **7,4%** et **3,8%**.

Il faut noter que le prix moyen du poisson fumé est le plus élevé avec un taux de **14,3%**. La hausse est imputable à l'augmentation de la demande des pays frontaliers, notamment le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire.

b- Evolution des stocks grossistes des produits de première nécessité

Tableau 16 : Evolution des stocks grossistes des produits de 1^{ère} nécessité à fin décembre 2015 par rapport à septembre 2015 et à fin décembre 2014

Période Produits	Décembre 2014	Septembre 2015	Décembre 2015	Ecart par rapport à Décembre 2014		Ecart par rapport à Septembre 2015	
				Qté	%	Qte	%
Sucre	25 631	33 677	77 199	51 568	201,2	43 522	129,2
Lait en poudre	559	539	721	162	29,0	182	33,8
Farine de blé	515	753	713	198	38,4	-40	-5,3
Thé	190	457	409	219	115,3	-48	-10,5
Huile	1 618	294	453	-1 165	-72,0	159	54,1
Sel	384	201	169	-215	-56,0	-32	-15,9
Riz	51 826	59 032	60 343	8 517	16,4	1 311	2,2
Mil	3 842	1 332	2 059	-1 783	-46,4	727	54,6
Maïs	3 022	486	1338	-1 684	-55,7	852	175,3
Sorgho	3 829	452	637	-3 192	-83,4	185	40,9

Source : DNCC

unité : en tonne

Qté = quantité en tonne

Les stocks grossistes de la majorité des produits de 1^{ère} nécessité à la fin du 4^{ème} trimestre 2015 ont augmenté par rapport à leurs niveaux du trimestre précédent à l'exception de la farine de blé, du thé et du sel.

Comparativement à fin décembre 2014, les stocks grossistes à la fin du 3^{ème} trimestre 2015 sont en baisse pour l'huile, le sel, le mil, le maïs et le sorgho. Par contre, ils ont augmenté pour les autres produits.

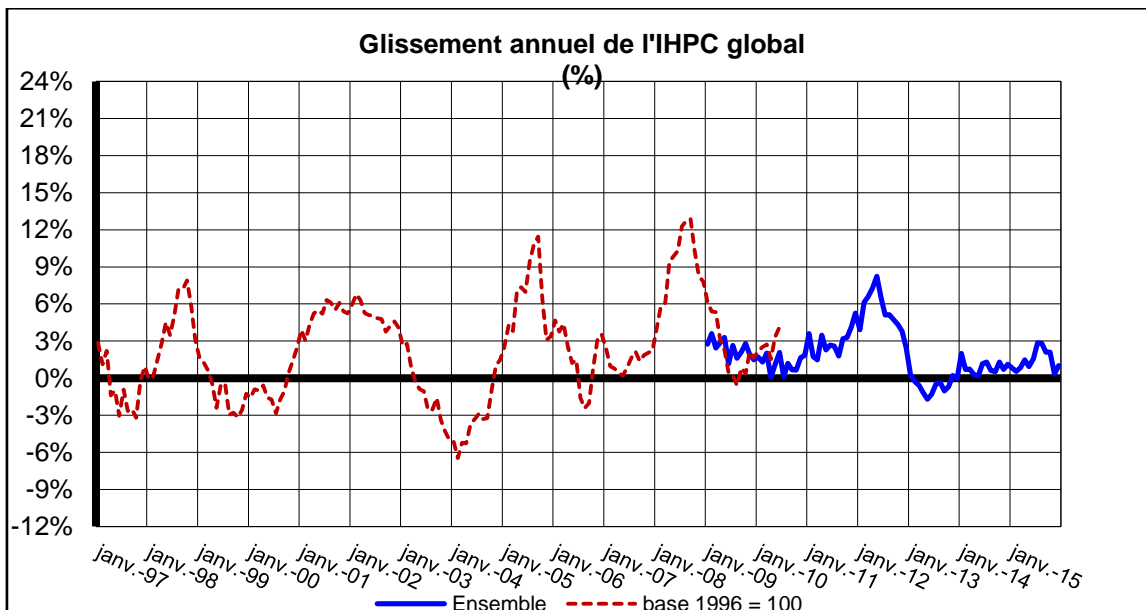
Il faut préciser que les évacuations des produits à partir des ports de transit vers le territoire national et les opérations de dédouanement se poursuivent normalement.

1-3 Indices des prix et variations :

Tableau 17 : Glissement annuel

Période	Principales fonctions, glissement annuel												
	Source : INSTAT												
	Ensemble	Alimentation et Sucrerie	Alcool-Tabac-Stupéfiants	Habillement	Log. Energie Eau Comb.	Meuble et Art. Ménagers	Dépenses de Santé	Transports	Communication	Loisirs Spect. Culture	Dépenses d'enseignement	Hotel-Café-Restaurant	Autres Biens et Services
%	%		%	%	%	%	%		%	%	%	%	
janv-14	2,0%	0,8%	3,4%	1,7%	7,6%	1,7%	0,0%	3,6%	5,6%	-1,3%	0,0%	-1,5%	-0,8%
févr-14	0,7%	-1,2%	12,8%	1,7%	4,6%	1,4%	0,9%	3,0%	2,7%	-1,7%	1,3%	-1,2%	-0,2%
mars-14	0,7%	-0,6%	9,0%	1,9%	4,3%	0,2%	0,8%	2,9%	-0,6%	-1,7%	1,3%	-1,2%	-0,2%
avr-14	0,3%	-1,0%	5,4%	2,0%	1,5%	0,3%	1,0%	2,8%	0,4%	-2,0%	1,3%	-1,2%	-0,2%
mai-14	0,2%	-1,4%	7,6%	2,3%	2,1%	0,2%	1,2%	3,2%	-1,0%	-1,7%	1,3%	-1,2%	0,2%
juin-14	1,2%	0,7%	11,1%	1,8%	1,8%	0,2%	0,7%	3,6%	-0,5%	-1,7%	1,3%	-1,5%	0,4%
juil-14	1,3%	1,0%	13,8%	2,3%	2,6%	-1,2%	1,4%	3,9%	-4,9%	-1,9%	1,3%	-1,5%	0,4%
août-14	0,6%	-1,2%	16,4%	2,1%	2,7%	-2,0%	1,2%	4,0%	4,5%	-2,0%	1,3%	-1,5%	0,4%
sept-14	0,5%	-1,0%	17,0%	2,3%	2,1%	-1,3%	1,3%	4,1%	-1,3%	-1,6%	1,3%	-1,5%	1,2%
oct-14	1,3%	0,7%	20,9%	2,3%	2,5%	-1,3%	1,1%	3,5%	-2,8%	-1,3%	1,3%	-1,5%	1,2%
nov-14	0,7%	-0,1%	18,9%	2,5%	2,6%	-1,4%	0,6%	2,9%	-5,5%	-1,5%	1,3%	-1,5%	1,3%
déc-14	1,1%	0,8%	20,7%	2,5%	3,4%	-1,4%	0,5%	2,7%	-6,3%	-1,5%	1,3%	-1,5%	1,2%
janv-15	0,8%	0,8%	21,9%	0,4%	0,7%	0,7%	1,4%	0,1%	-0,3%	-1,0%	1,3%	0,0%	1,8%
févr-15	0,6%	2,3%	10,2%	0,5%	0,9%	0,5%	0,9%	-1,4%	-14,0%	-0,5%	0,0%	0,4%	0,4%
mars-15	0,9%	1,5%	13,8%	0,4%	1,3%	1,8%	1,1%	-1,3%	-1,7%	-0,4%	0,0%	0,3%	0,1%
avr-15	1,5%	2,4%	11,8%	0,6%	2,5%	0,8%	1,6%	-1,4%	0,6%	-0,4%	0,0%	0,4%	-0,2%
mai-15	0,9%	2,2%	9,5%	0,6%	0,9%	0,7%	1,3%	-1,0%	-5,7%	-0,5%	0,0%	0,4%	-0,2%
juin-15	1,5%	3,6%	6,0%	0,4%	-0,1%	0,7%	1,3%	-1,6%	-3,5%	-0,6%	0,0%	0,4%	-0,2%
juil-15	2,8%	5,9%	4,8%	0,0%	-1,1%	0,8%	0,6%	-1,8%	5,7%	-0,5%	0,0%	0,1%	0,1%
août-15	2,8%	6,9%	3,4%	0,0%	-1,5%	1,2%	1,3%	-2,3%	-3,2%	-0,4%	0,0%	0,2%	0,3%
sept-15	2,1%	5,6%	1,9%	-0,1%	-1,8%	1,1%	0,8%	-3,0%	-0,3%	-0,8%	0,0%	0,1%	-0,9%
oct-15	2,1%	2,9%	-1,1%	0,3%	6,2%	-5,5%	8,4%	-3,0%	8,0%	-0,8%	0,3%	0,1%	-0,9%
nov-15	0,3%	0,3%	2,3%	0,0%	5,6%	1,3%	1,2%	-2,9%	-2,8%	-0,5%	0,3%	0,1%	-1,0%
déc-15	1,0%	1,7%	-1,2%	0,1%	6,1%	1,7%	1,6%	-3,5%	-2,0%	-0,5%	0,3%	0,1%	-1,0%

Graphique 5 : Glissement annuel de l'IHPC global (%)



Durant le 4^{ème} trimestre 2015, le niveau général de l'indice des prix à la consommation a évolué de façon disparate d'un mois à l'autre. En effet, à la suite de la stabilité observée au mois d'octobre 2015, l'indice global des prix à la consommation a varié de **-1,8%** en novembre avant de terminer l'année 2015 avec une variation de **+0,5%**. La baisse observée en novembre est induite principalement par la diminution des prix de la plupart des produits alimentaires du fait de l'augmentation de l'offre sur le marché. De même, le repli du prix des médicaments traditionnels contre le paludisme à cause de la fin de l'hivernage et l'octroi de beaucoup de bonus par les sociétés de téléphonie à leur clientèle sont des facteurs qui ont contribué à baisser le niveau de l'indice global en novembre 2015. En revanche, au mois de décembre le niveau général de l'indice augmente de **0,5%** en liaison avec un accroissement de la demande de certains produits alimentaires tels les farines de blé et les produits de pâtisserie à cause des fêtes de fin d'année. Il noter également la hausse du prix du pétrole lampant car aligné sur le prix du super carburant de même que celui charbon de bois qui est devenu rare pendant la même période.

Quant à la variation annuelle de l'indice global, elle demeure positive tout au long du 4^{ème} trimestre 2015 avec une certaine décélération en novembre. Ainsi, le taux d'inflation est passé de **+2,1%** en octobre à **+0,3%** en novembre et **+1,0%** en décembre 2015. Bien que légèrement supérieure à son niveau de novembre l'inflation en décembre est en décélération comparativement à octobre. Cette baisse de niveau est due surtout au léger fléchissement des prix des céréales, au repli des prix du carburant et des lubrifiants en rapport avec la tendance des cours mondiaux ainsi que du reflux du coût de la communication avec l'octroi de bonus à plusieurs reprises sur la période.

Quant à l'indicateur de convergence de l'UEMOA en matière d'inflation, il affiche une remontée progressive durant le 4^{ème} trimestre 2015. Son niveau est passé **+1,4%** en septembre 2015 à

+1,5% sur les trois mois du dernier trimestre de 2015. Pour la zone UEMOA, l'inflation est de **+0,7%** en septembre, de **+0,8%** en octobre et **+0,9%** en novembre 2015. Cette tendance traduit la maîtrise de l'inflation dans la zone UEMOA.

2 - La production industrielle

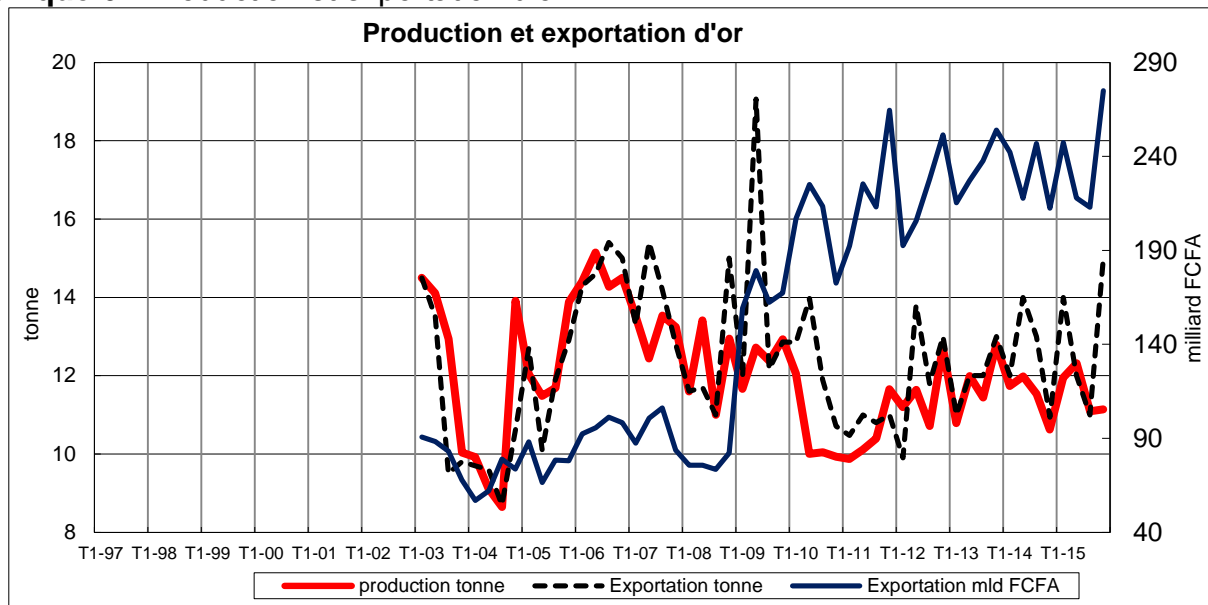
2-1- Production et exportation d'or :

Tableau 18 : Production et exportation d'or

	production	Prévision de Production	Exportation	Exportation
	tonne	tonne	milliards FCFA	tonne
T1-10	12,1	11,6	207,1	12,9
T2-10	10,0	9,8	225,1	14,0
T3-10	10,0	10,0	177,5	11,0
T4-10	9,9	10,7	172,6	10,7
T1-11	9,9	8,9	192,3	10,5
T2-11	10,1	9,8	225,5	11,0
T3-11	10,4	9,1	213,2	10,8
T4-11	11,7	10,0	264,5	11,0
T1-12	11,2	9,3	189,7	9,9
T2-12	11,6	11,0	205,7	13,8
T3-12	10,7	11,9	227,7	11,8
T4-12	12,7	12,3	251,5	13,0
T1-13	10,8	11,0	215,4	11,0
T2-13	12,0	11,6	227,1	12,0
T3-13	11,4	11,2	237,7	12,0
T4-13	12,8	11,3	254,1	13,0
T1-14	11,7	11,0	242,3	12,0
T2-14	12,0	11,1	217,8	14,0
T3-14	11,5	10,8	247,0	13,0
T4-14	10,6	12,4	212,5	10,9
T1-15	12,0	11,7	247,3	14,0
T2-15	12,3	11,8	217,9	12,0
T3-15	11,1	10,6	213,0	11,0
T4-15	11,1	11,0	275,0	15,0

Sources: - Production DNGM - Exportation Douane

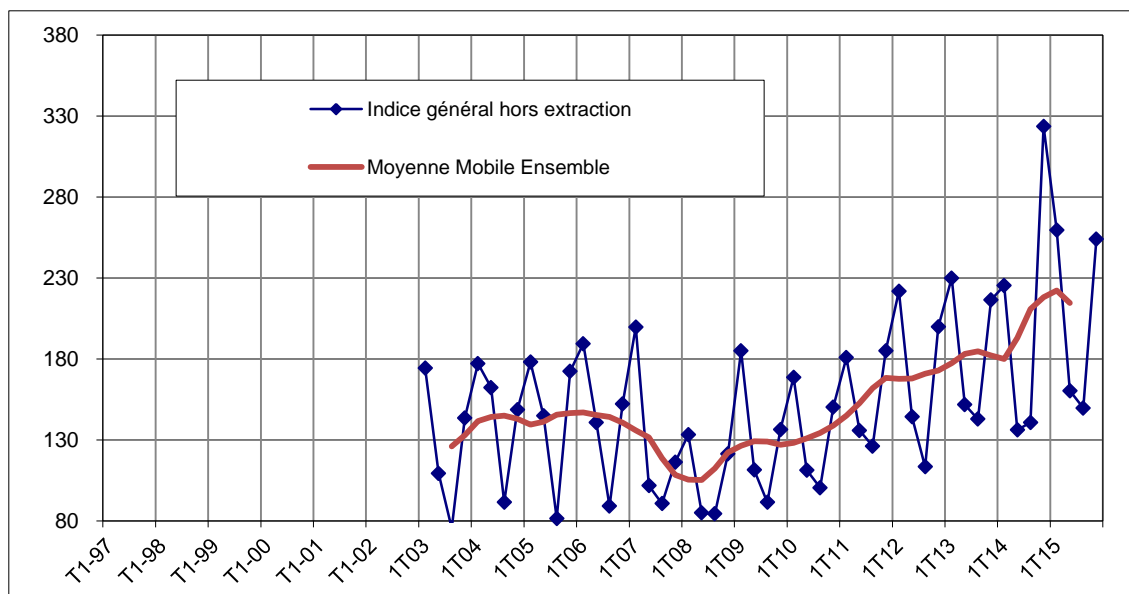
Graphique 6 : Production et exportation d'or



Au 4^{ème} trimestre 2015, la production moderne d'or est ressortie quasi stable par rapport au trimestre précédent. Cette situation est en partie due au fait que certaines mines sont sur la dernière étape de leur fermeture. En revanche, par rapport au 4^{ème} trimestre 2014, la quantité d'or produite par toutes les sociétés minières au 4^{ème} trimestre 2015 a augmenté de **4,9%**. Il en est de même en matière de taux de couverture trimestriel des prévisions avec **102,0%** au 4^{ème} trimestre 2015 contre **86,0%** au 4^{ème} trimestre 2014 et **104,5%** au 3^{ème} trimestre 2015.

2-2- L'Indice Harmonisé de la Production Industrielle (IHPI):

Graphique 7 : L'indice harmonisé de la production industrielle hors extraction



Au 4^{ème} trimestre 2015, l'indice harmonisé de la production industrielle hors extractive a augmenté de **69,6%** par rapport au trimestre précédent. En revanche, par rapport à la même période en 2014, le niveau général de l'indice a enregistré une baisse de **21,6%**.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2014

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive a replié de **21,6%** malgré la hausse de plus **30,0%** affichée par la branche de fabrication de matériels électriques et l'augmentation de **3,7%** de la production d'électricité et d'eau. La baisse de l'indice s'explique essentiellement par le reflux de la quantité de coton égrené du fait d'un début tardif de l'égrenage. Le recul de la production de la branche agroalimentaire a aussi contribué à tirer le niveau de l'indice vers le bas.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2015

Le niveau général de l'indice de la production industrielle hors extractive a augmenté fortement de près de **70,0%** en liaison avec la reprise de l'activité d'égrenage et de la production de sucre du fait de leur caractère saisonnier. En effet, la période de juillet à fin septembre est une période morte pour ces activités. De même, la forte demande de certains produits, notamment la farine de blé transformée à cause des fêtes de fin d'année, a aussi contribué à rehausser le niveau de l'indice au 4^{ème} trimestre 2015.

2-3-L'opinion des industriels sur leur activité :

L'enquête d'opinion auprès des chefs d'entreprises industrielles (à l'exception des entreprises minières) donne les résultats suivants : **33,3%** des répondants évoquent une diminution de leur production par rapport au trimestre précédent contre **38,1%** qui disent que leur production est demeurée stable et **28,6%** pensent que leur production a augmenté sur la même période. Cette perception reflète l'augmentation de la production industrielle au cours du 4^{ème} trimestre 2015 comparativement au 3^{ème} trimestre 2015. De même, une proportion importante des répondants pensent avoir utilisé une grande partie de leur capacité de production. En effet, **74,0%** des répondants estiment avoir utilisé moins **50,0%** de leur capacité de production.

Néanmoins, les répondants pensent que l'activité industrielle demeure instable pour les principales raisons suivantes : la baisse de la demande pour **43,8%** des répondants, insuffisance d'équipement pour **18,8%**, insuffisance de matières premières pour **12,5%**.

Cependant, en termes de perspectives de production au cours du prochain trimestre, selon les réponses données par les répondants : **55,0%** pensent que la production de leurs entreprises va augmenter, tandis que **15,0%** se prononce pour une baisse de production et **30,0%** trouvent que la production industrielle demeurera inchangée.

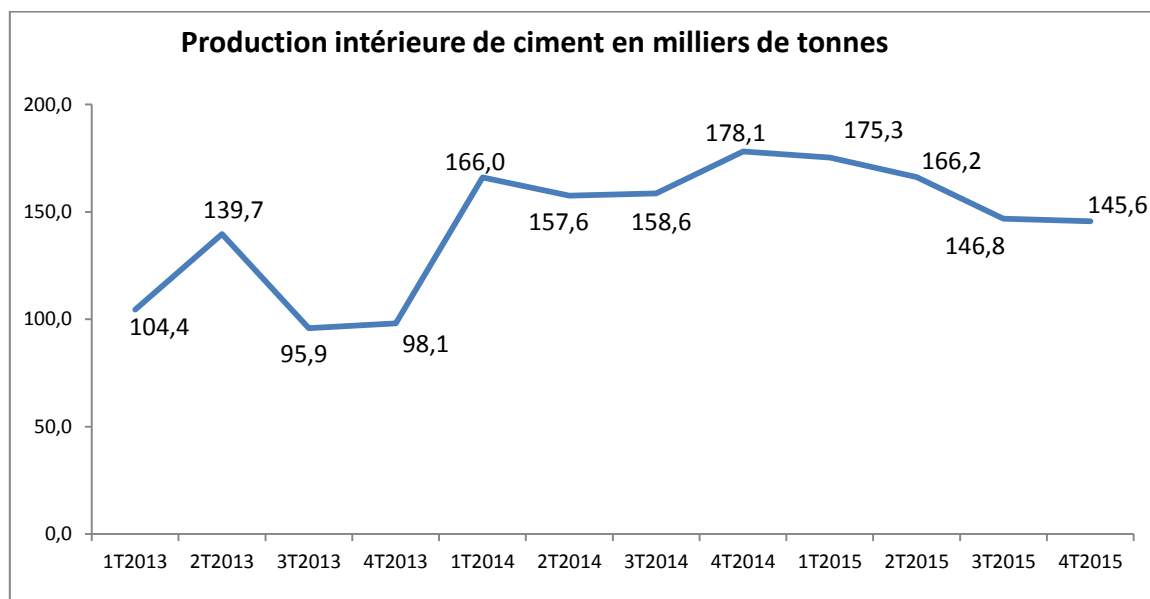
3 – Les dépenses de consommation des ménages

Selon les résultats de l'enquête modulaire permanente auprès des ménages (EMOP), les dépenses de consommation des ménages, sur la période d'octobre à décembre 2015, s'élèvent à **800,5 milliards FCFA** contre **932,9 milliards FCFA** pour le trimestre précédent et **830,4 milliards FCFA** pour la période d'octobre à décembre 2014. Ainsi, par rapport au trimestre précédent, les dépenses de consommation des ménages ont replié de **14,2%** essentiellement attribuables aux postes de dépenses : « alimentaires », « Meubles, Articles de ménages et Entretien », « Transport », « Restaurants et hôtels » et « Loisirs et culture ». Le repli des dépenses alimentaires pourrait être dû à la baisse des prix des produits de première nécessité, notamment les céréales du fait de la disponibilité des produits de nouvelles récoltes. Il en est de même pour le poste « Transport » du fait de la baisse des prix à la pompe des produits pétroliers. S'agissant de la baisse des dépenses des postes « Meubles, Articles de ménages et Entretien », « Restaurant et hôtel » et « Loisirs et culture », elle pourrait s'expliquer par le fait les ménages préfèrent effectuer les dépenses d'enseignement, qui fortement augmenté sur la période, en lien avec la rentrée des classes que celles relatives à l'ameublement, à l'entretien et aux activités récréatives.

Quant au reflux de **3,6%** des dépenses de consommation des ménages par rapport au 4^{ème} trimestre 2014 malgré la hausse des dépenses liées à l'alimentation, il s'explique essentiellement par la contraction de **74,0%** des dépenses d'ameublement et d'entretien en rapport avec le changement de priorités des ménages.

4- Les bâtiment et travaux publics

Graphique 8 : Production intérieure de ciment en milliers de tonnes



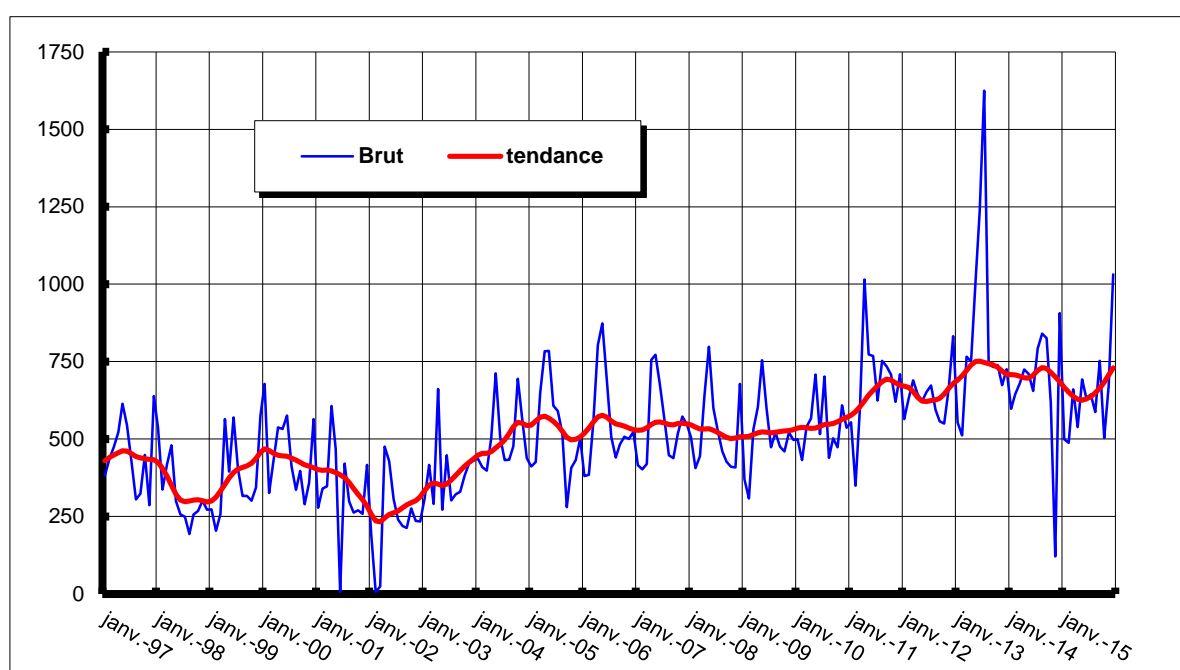
Après la tendance haussière constatée en 2014, la production intérieure de ciment a ralenti au cours de l'année 2015. En effet, la quantité de ciment produit au Mali au titre du 4^{ème} trimestre 2015 a légèrement baissé de **1,0%** par rapport au trimestre précédent. Par rapport au 4^{ème}

trimestre 2014, le repli est de **18,3%**. Le reflux de **4,0%** de la production intérieure de ciment en 2015 par rapport à 2014 est due à une mévente en début d'année du fait de l'envahissement du marché par du ciment importé, d'une part et d'autre part aux effets de deux grèves des travailleurs intervenues au cours de la même année. S'agissant de la quantité de ciment importé, elle a augmenté de **17,6%** en 2015 comparativement à l'année 2014. On note une compensation du déficit de la production intérieure par une importation accrue de ciment sans oublier les perspectives d'augmentation de la production intérieure du ciment au cours des mois à venir au regard de la reconquête du marché intérieur. Cette situation indique une demande forte de ciment qui reflète une intensification de l'activité de BTP.

5-Les services

5-1- Le transport aérien :

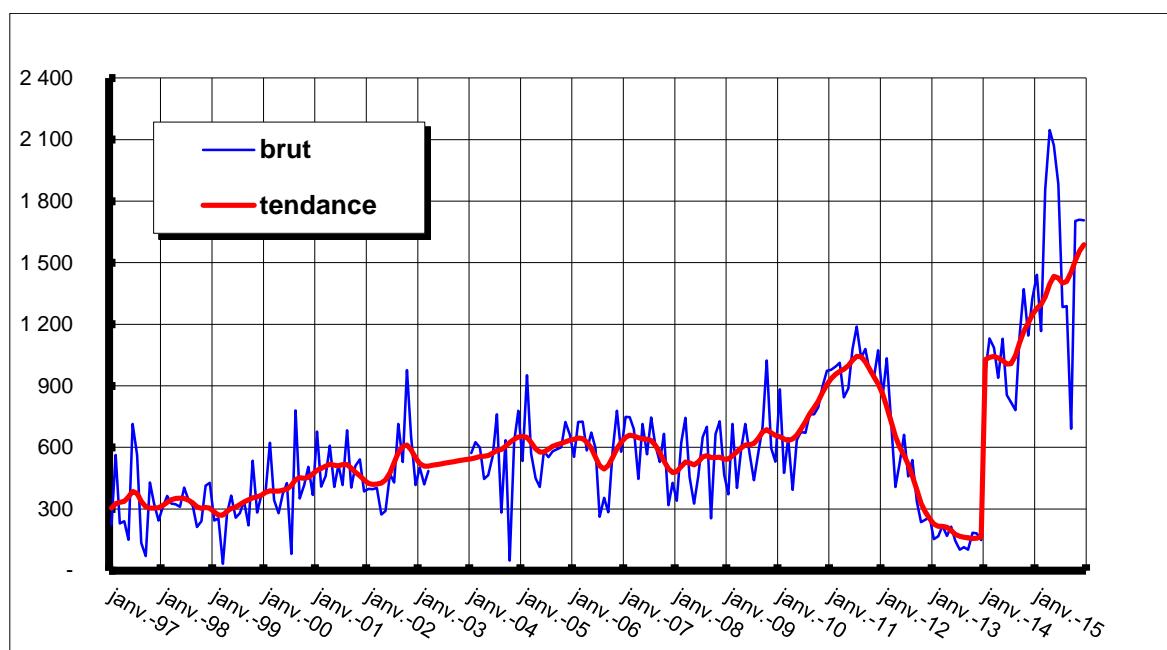
Graphique 9 : Transport aérien de fret en tonne



L'amélioration de l'activité de transport aérien entamée depuis le début de la 2^{ème} moitié de l'année 2015 se poursuit. En effet, au 4^{ème} trimestre 2015, le niveau du volume de fret transporté a augmenté de **34,2%** et de **11,3%** respectivement par rapport au 4^{ème} trimestre 2014 et par rapport au 3^{ème} trimestre 2015. S'agissant du transport aérien de passagers, il s'est accru de **16,3%** par rapport au dernier trimestre de 2014. Cette situation pourrait indiquer un début de regain d'activité dans le sous-secteur de transport aérien.

5-2- L'immatriculation des véhicules:

Graphique 10 : Immatriculation des véhicules de tourisme



Le nombre de véhicules immatriculés ne cessent d'augmenter depuis l'année 2014. Au 4^{ème} trimestre 2015, le nombre de véhicules de tourisme immatriculés s'est accru de **56,8%** et de **33,2%** respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport au 4^{ème} trimestre 2014. S'agissant du nombre de véhicules utilitaires, il est en hausse de **50,6%** par rapport au trimestre précédent, mais reste stable comparativement au dernier trimestre 2014. Cette augmentation du nombre de véhicules immatriculés est due à une reprise de l'activité économique.

5-3- Les télécommunications :

Tableau 19 : Volume du trafic téléphonique

TELECOMMUNICATIONS							
		Nombre d'abonnés au fixe	Nombre d'abonnés au mobile	Appel vers extérieur		Appel de l'extérieur	
				Total	Dont Pays UEMOA	Total	Dont pays UEMOA
année	trimestres	milliers	milliers	million de minutes	million de minutes	million de minutes	million de minutes
2012	I	106,8	12 136,0	72,30	26,20	173,50	33,20
2012	II	107,3	13 904,0	72,17	27,50	162,43	29,68
2012	III	109,6	15 283,0	81,16	31,61	180,66	33,50
2012	IV	110,7	15 741,0	70,21	30,20	177,94	32,80
2013	I	112,8	17 454,0	69,90	30,80	175,60	36,70
2013	II	116,9	18 935,0	74,99	33,59	188,60	44,90
2013	III	121,1	19 906,0	87,66	36,16	197,40	46,00
2013	IV	126,8	21 865,5	153,40	53,20	364,30	76,90
2014	I	144,3	22 888,0	80,20	34,40	202,30	50,30
2014	II	146,7	24 502,0	81,70	33,60	200,20	45,50
2014	III	149,7	20 541,0	84,00	37,00	192,00	38,00
2014	IV	154,1	26 571,0	86,90	43,90	183,00	39,00
2015	I	159,5	25 476,0	89,60	45,10	178,50	42,30
2015	II	163,7	22 990,0	80,20	36,40	177,60	42,60
2015	III	166,5	20 409,0	75,23	33,03	174,30	44,50
2015	IV	169,3	20 329,0	70,27	31,57	179,53	41,23

Source : INSTAT

Au 4^{ème} trimestre 2015, on note une augmentation de la taille du parc fixe. La hausse du nombre d'abonnés au fixe est essentiellement due aux multiples campagnes promotionnelles sur les produits disposant de lignes fixes. De même le parc mobile a diminué de **23,5%** par rapport au 4^{ème} trimestre 2014, mais demeure stable par rapport à son niveau du 3^{ème} trimestre 2015. Cette baisse du nombre d'abonnés au mobile est la cause du fléchissement du volume d'appels vers l'extérieur. Quant au volume d'appel en provenance des autres pays, il progresse de **3,0%** par rapport au trimestre précédent. Par rapport au 4^{ème} trimestre 2014, le volume d'appels entrants a replié de **2,0%**. Il en est de même pour le volume d'appels intérieurs inter-réseaux, qui diminue de **3,0%** par rapport au trimestre précédent.

6- Le commerce extérieur

6-1- Les importations :

a- Les réalisations :

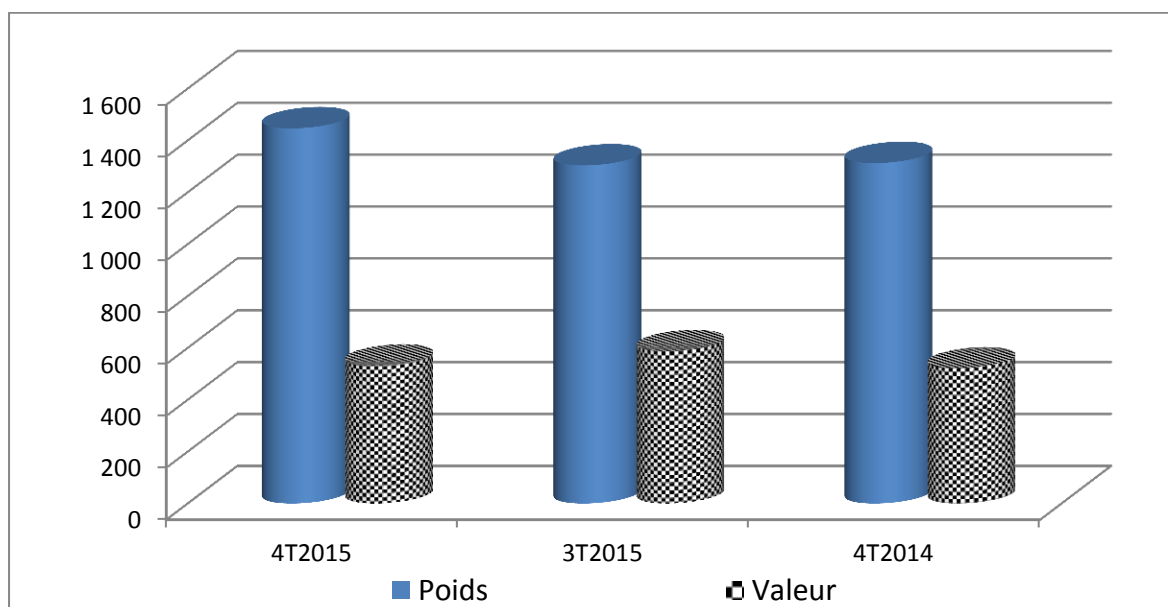
Tableau 20 : Comparaisons entre les importations au 4^{ème} trimestre 2015 et au 3^{ème} trimestre 2015 et 4^{ème} trimestres 2014

PERIODES	Référence	PP	PNP	TOTAL
4 ^{ème} trimestre 2015 (1)	POIDS	374	1 073	1 447
	VALEURS	127	404	532
3 ^{ème} trimestre 2015 (2)	POIDS	264	1 040	1 304
	VALEURS	107	480	587
4 ^{ème} trimestre 2014 (3)	POIDS	310	1 004	1 313
	VALEURS	82	439	521
VARIATIONS (1/2)	POIDS	41,5%	3,2%	10,9%
	VALEURS	18,7%	-15,8%	-9,5%
VARIATIONS (1/3)	POIDS	20,8%	6,9%	10,2%
	VALEURS	54,7%	-7,9%	2,0%

Source : DGD Poids en milliers de tonnes Valeur en milliards FCFA

PP= Produits Pétroliers PNP= Produits Non Pétroliers

Graphique 11: Comparaison des importations du Mali en valeur et en poids



Au 4^{ème} trimestre 2015, les importations globales réalisées s'élèvent à **1 447 000 tonnes** pour une valeur de **532,0 milliards FCFA** contre **1 304 000 tonnes** pour une valeur de **587,0 milliards FCFA** au 3^{ème} trimestre 2015 et **1 313 000 tonnes** pour une valeur de **521,0 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2014. Les intentions d'importation émises sont de **457,1 milliards FCFA** au titre du 4^{ème} trimestre 2015 contre **589,1 milliards FCFA** au trimestre précédent.

Au 4^{ème} trimestre 2015, les droits et taxes liquidés sont de **133,8 milliards FCFA** contre **121,7 milliards FCFA** au titre du 3^{ème} trimestre 2015.

➤ **Par rapport au 3^{ème} trimestre 2015**

Le volume global des importations au 4^{ème} trimestre 2015 s'est accru de **10,9%** en liaison essentiellement avec la hausse de la quantité de produits pétroliers importés. En valeur, les importations globales ont baissé de **9,5%** du fait d'un repli de **15,8%** de la valeur des produits non pétroliers. S'agissant de l'augmentation de la valeur des produits pétroliers importés sur la même période malgré la tendance baissière des prix, elle est due à l'accroissement du volume.

➤ **Par rapport au 4^{ème} trimestre 2014**

Les quantités totales importées de marchandises ont augmenté de **10,2%**. Ce qui dénote de l'accroissement de la demande du fait de l'amélioration de l'activité économique. En valeur, les importations n'ont progressé que de **2,0%**. La baisse de **7,9%** de la valeur des marchandises solides importées se reflète sur le faible niveau d'augmentation de la valeur des importations globale par rapport à la même période en 2014. En revanche, on note une hausse de la valeur des produits pétroliers traduisant l'accroissement du volume importé sur la période.

b- La répartition géographique des importations :

Tableau 21 : Répartition par zone géographique des importations au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport 3^{ème} trimestre 2015 et au 4^{ème} trimestre 2014

ZONES	4T2015		3T2015		4T2014		Part relative 4T2015	Variation 4T2015/3T2015		Variation 4T2015/4T2014	
	Poids	Valeurs	Poids	Valeurs	Poids	Valeurs		Poids	Valeurs	Poids	Valeurs
UEMOA	856 568	174 734	746 763	154 851	750 959	129 540	32,88%	14,7%	12,8%	14,1%	34,9%
CEDEAO	885 893	186 790	781 493	169 145	774 312	139 354	35,14%	13,4%	10,4%	14,4%	34,0%
AUTRE AFRIQUE	63 966	36 745	51 999	33 416	81 025	34 393	6,91%	23,0%	10,0%	-21,1%	6,8%
UE	158 606	122 235	138 826	119 763	168 832	161 907	23,00%	14,2%	2,1%	-6,1%	-24,5%
AUTRE EUROPE	42 933	11 590	35 817	11 373	74 443	17 127	2,18%	19,9%	1,9%	-42,3%	-32,3%
ASIE	200 271	132 482	254 153	125 725	161 969	135 272	24,93%	-21,2%	5,4%	23,6%	-2,1%
AMERIQUE	90 921	35 918	39 498	123 012	49 825	24 783	6,76%	130,2%	-70,8%	82,5%	44,9%
OCEANIE	2 251	5 242	2 426	4 789	2 759	8 325	0,99%	-7,2%	9,5%	-18,4%	-37,0%
AUTRES*	1 885	501	77,8	74,2	85,4	92,6	0,09%	2323,3%	575,1%	2107,6%	440,9%
TOTAL	1 446 727	531 502	1 304 289	587 298	1 313 251	521 252	100,00%	10,9%	-9,5%	10,2%	2,0%

Source : DGD * il s'agit surtout des importations dont le pays d'origine n'est pas renseigné

Poids en tonnes, valeurs en millions F CFA

Graphique 12: Répartition par zone géographique d'origine des importations du Mali en valeur au 4^{ème} trimestre 2015

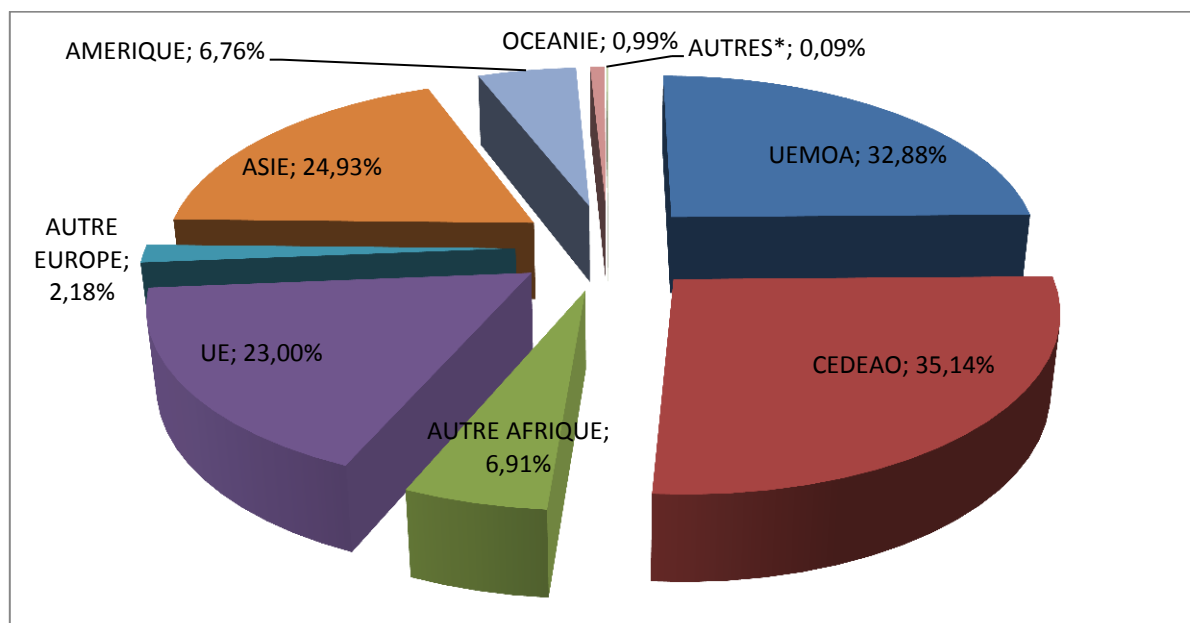


Tableau 22 : Répartition par principaux pays d'origine des importations au 4^{ème} trimestre 2015 par rapport au 3^{ème} trimestre 2015 et au 4^{ème} trimestre 2014

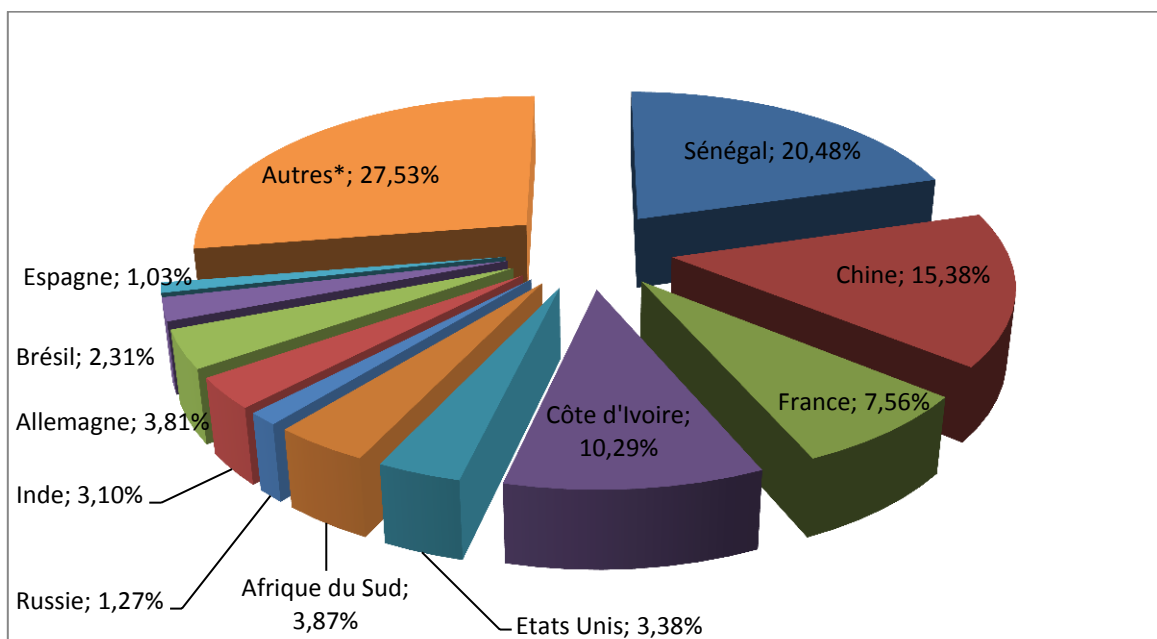
PAYS	4T2015		3T2015		4T2014		Part relative 4T2015 valeurs	Variation 4T2015/3T2015		Variation 4T2015/4T2014	
	Poids	Valeurs	Poids	Valeurs	Poids	Valeurs		Poids	Valeurs	Poids	Valeurs
Sénégal	634 925	108 832	582 102	97 211	549 388	80 785	20,48%	9,1%	12,0%	15,6%	34,7%
Chine	100 526	81 736	88 531	71 790	94 824	74 824	15,38%	13,5%	13,9%	6,0%	9,2%
France	57 060	40 160	68 997	42 838	83 369	63 935	7,56%	-17,3%	-6,3%	-31,6%	-37,2%
Côte d'Ivoire	181 461	54 700	134 029	45 713	140 386	35 561	10,29%	35,4%	19,7%	29,3%	53,8%
Etats Unis	24 911	17 974	8 450	115 334	26 952	17 068	3,38%	194,8%	-84,4%	-7,6%	5,3%
Afrique du Sud	10 283	20 545	4 610	17 686	35 815	21 192	3,87%	123,1%	16,2%	-71,3%	-3,1%
Russie	30 410	6 768	17 212	3 123	59 325	10 298	1,27%	76,7%	116,7%	-48,7%	-34,3%
Inde	23 498	16 496	45 911	15 411	36 489	15 550	3,10%	-48,8%	7,0%	-35,6%	6,1%
Allemagne	19 895	20 242	25 535	21 674	10 524	17 246	3,81%	-22,1%	-6,6%	89,0%	17,4%
Brésil	51 598	12 259	21 183	4 300	11 733	2 595	2,31%	143,6%	185,1%	339,8%	372,5%
Espagne	13 297	5 489	8 147	5 225	10 274	5 166	1,03%	63,2%	5,1%	29,4%	6,3%
SOUS TOTAL	1 147 864	385 202	1 004 707	440 304	1 059 081	344 220	72,47%	14,2%	-12,5%	8,4%	11,9%
AUTRES*	298 863	146 301	299 582	146 994	254 170	177 032	27,53%	-0,2%	-0,5%	17,6%	-17,4%
TOTAL GENERAL	1 446 727	531 502	1 304 289	587 298	1 313 251	521 252	100,00%	10,9%	-9,5%	10,2%	2,0%

Source : DGD

* il s'agit surtout des importations dont le pays d'origine n'est pas renseigné

Poids en tonnes, valeurs en millions F CFA

Graphique 13: Répartition des importations du Mali en valeur par principaux pays d'origine au 4^{ème} trimestre 2015



La zone CEDEAO demeure la principale source d'approvisionnement du Mali avec **35,1%** de la valeur totale sous l'impulsion des importations ayant comme origine la zone UEMOA (**32,9%** de la valeur globale). En matière de classement au titre de l'origine des importations en valeur, la zone CEDEAO est suivie de l'Asie pour **24,9%** et de l'Union Européenne pour **23,0%**.

Les origines ci-dessus énumérées constituent les principales origines des importations du Mali de la période.

Au titre du classement des principaux pays d'origine des importations du Mali en termes de valeur au 4^{ème} trimestre 2015, le Sénégal est en tête avec **20,5%**. Ils sont suivis entre autres du de la Chine (**15,4%**), de la Côte d'Ivoire (**10,3%**) et de la France (**7,6%**).

Par ailleurs, on note que les six principaux produits pourvoyeurs de recettes représentent **70,6%** de la valeur des importations du 4^{ème} trimestre 2015. Parmi ces produits, les trois premiers sont dans l'ordre :

- ✓ produits pétroliers pour **41,1%** des importations totales du trimestre ;
- ✓ Véhicules et parties et accessoires pour **8,4%** des importations totales du trimestre ;
- ✓ Cigarettes, pour **6,9%**.

c- La mise à la consommation des principaux produits pétroliers :

Tableau 23 : Mises à la consommation des principaux produits pétroliers

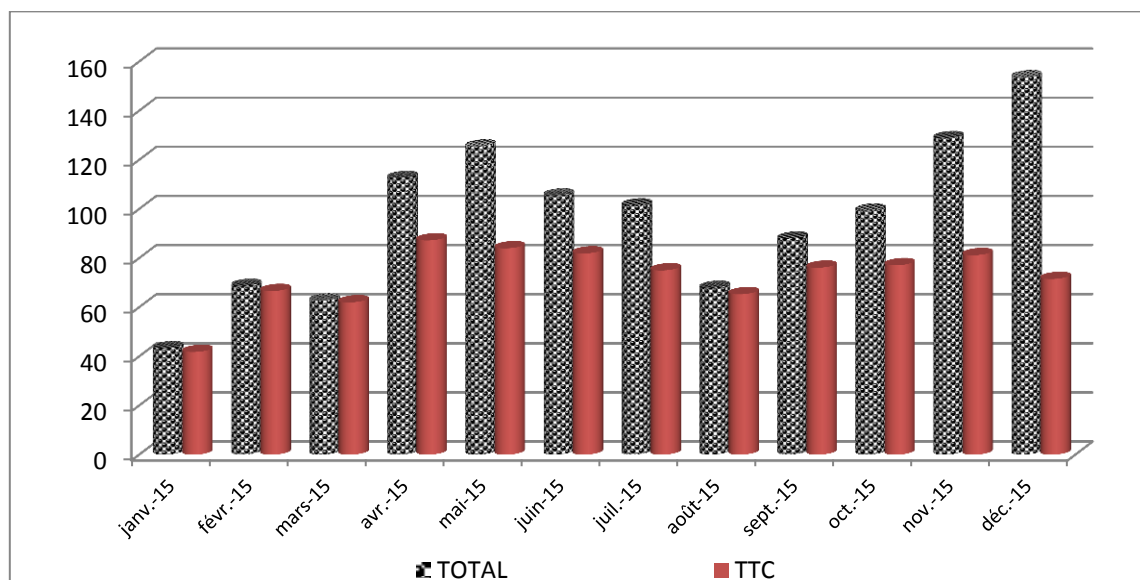
en millions de litres													
	janv-15	févr-15	mars-15	avr-15	mai-15	juin-15	juil-15	août-15	sept-15	oct-15	nov-15	déc-15	ANNEE
Super	1,0	1,0	10,6	42,5	38,7	24,6	24,1	26,2	31,0	33,7	30,7	24,2	288,3
Gasoil	37,2	64,2	48,5	66,7	81,2	73,6	73,8	35,1	51,7	60,3	89,4	123,2	804,9
DDO	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Pétrole	5,0	3,5	3,6	3,4	5,5	7,2	3,5	6,6	5,2	5,3	8,7	6,2	63,8
TOTAL(1)	43,3	68,7	62,7	112,6	125,4	105,5	101,4	67,9	87,9	99,3	128,8	153,6	1157,0
TTC(2)	41,8	66,6	62,0	87,2	84,0	81,9	75,0	65,3	76,1	77,1	81,2	71,5	869,6
EXO(3)	1,5	2,1	0,7	25,4	41,4	23,6	26,4	2,6	11,8	22,2	47,6	82,1	287,4
(3/1)%	3,5%	3,1%	1,1%	22,6%	33,0%	22,4%	26,0%	3,8%	13,4%	22,4%	37,0%	53,4%	24,8%

Source : DGD

TTC : Toutes taxes comprises

EXO : exonéré

Graphique 14: Mises à la consommation en total et en TTC des principaux produits pétroliers en millions de litres



Au 4^{ème} trimestre 2015, il a été mis à la consommation au Mali **381,7 millions de litres** de produits pétroliers contre **257,2 millions de litres** au trimestre précédent. Le volume total de produits pétroliers mis à la consommation au cours du 4^{ème} trimestre se répartit en **229,8 millions de litres TTC** et **151,9 millions de litres** en exonération contre une répartition de **216,4 millions de litres** en TTC et **40,8 millions de litres en exonération** au trimestre précédent. Ces chiffres attestent de l'augmentation des importations de produits pétroliers au 4^{ème} trimestre 2015.

On note également une mise à la consommation moyenne de **72,5 millions** de litres par mois en 2015

d- La fiscalité pétrolière :

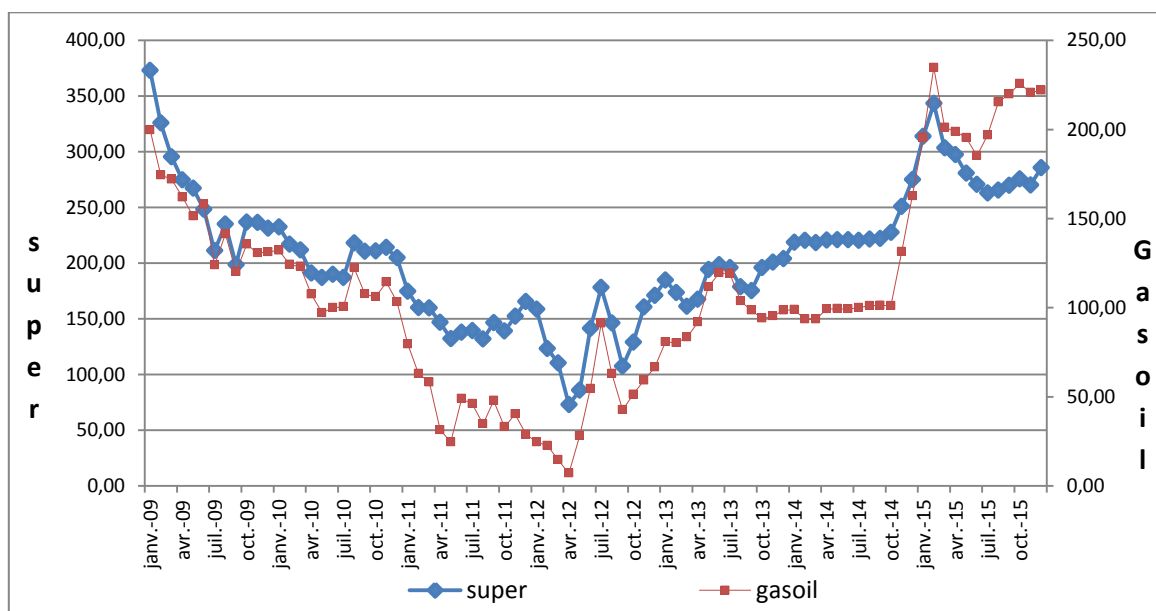
Tableau 24 : Structure des prix des produits pétroliers

Mois	PRELEVEMENTS MOYENS F CFA/ LITRE					
	réels		Prévisions		Ecart Réels-Prévisions	
	super	gasoil	super	gasoil	super	gasoil
janv-14	218,60	98,89	190,77	102,71	27,83	-3,82
févr-14	220,24	93,46	190,77	102,71	29,47	-9,25
mars-14	218,41	93,46	190,77	102,71	27,64	-9,25
avr-14	220,62	99,20	190,77	102,71	29,85	-3,51
mai-14	221,02	99,37	190,77	102,71	30,25	-3,34
juin-14	220,85	99,22	190,77	102,71	30,08	-3,49
juil-14	220,46	100,00	190,77	102,71	29,69	-2,71
août-14	221,36	101,09	190,77	102,71	30,59	-1,62
sept-14	222,07	101,30	190,77	102,71	31,30	-1,41
oct-14	227,46	101,08	190,77	102,71	36,69	-1,63
nov-14	250,82	131,50	190,77	102,71	60,05	28,79
déc-14	274,94	162,69	190,77	102,71	84,17	59,98
janv-15	313,60	195,59	245,03	122,74	68,57	72,85
févr-15	343,30	234,72	245,03	122,74	98,27	111,98
mars-15	303,26	201,18	245,03	122,74	58,23	78,44
avr-15	297,27	198,84	245,03	122,74	52,24	76,10
mai-15	280,59	195,40	245,03	122,74	35,56	72,66
juin-15	270,47	185,24	245,03	122,74	25,44	62,50
juil-15	262,90	196,83	245,03	122,74	17,87	74,09
août-15	265,41	215,34	245,03	122,74	20,38	92,60
sept-15	269,82	219,78	245,03	122,74	24,79	97,04
oct-15	275,46	225,78	245,03	122,74	30,43	103,04
nov-15	270,17	220,68	245,03	122,74	25,14	97,94
déc-15	285,58	221,98	245,03	122,74	40,55	99,24

Source : DGD

réel : réalisation prév : prévision

Graphique 15: Evolution des prélèvements sur le super et le gasoil en FCFA par litre



Les prix fournisseurs des produits pétroliers demeurent toujours à des niveaux plus bas que prévus, ce qui favorise les prélèvements qui restent à des niveaux toujours supérieurs aux prévisions. Cependant, on observe un léger relâchement des prélèvements au mois de novembre 2015.

En perspective, le niveau prélèvements devrait rester satisfaisant et supérieur aux prévisions ce qui permettra de couvrir les éventuels gaps des mois déficitaires qui surviendront sûrement d'ici la fin de l'année 2016 au regard de la très grande volatilité du marché du pétrole.

6-2 Exportations :

Tableau 25: Comparaisons entre les exportations au 4^{ème} trimestre 2015 au 3^{ème} trimestre 2015 et 4^{ème} trimestre 2014

PERIODES	REFERENCE	COTON	OR	ENGRAIS	AUTRES	TOTAL
4 ^{ème} trimestre 2015 (1)	POIDS	446	15	10 190	87 586	98 237
	VALEURS	318	274 952	2 473	81 989	359 732
3 ^{ème} trimestre 2015 (2)	POIDS	1 784	11	29 099	68 164	99 057
	VALEURS	737	213 025	7 746	84 346	305 854
4 ^{ème} trimestre 2014 (3)	POIDS	5 130	11	67 078	98 249	170 468
	VALEURS	2 644	199 719	14 862	41 867	259 092
VARIATIONS (1/2)	POIDS	-75,0%	34,3%	-65,0%	28,5%	-0,8%
	VALEURS	-56,8%	29,1%	-68,1%	-2,8%	17,6%
VARIATIONS (1/3)	POIDS	-91,3%	31,8%	-84,8%	-10,9%	-42,4%
	VALEURS	-88,0%	37,7%	-83,4%	95,8%	38,8%

Source : DGD

Poids en tonne, valeurs en million FCFA

Les exportations globales du Mali au 4^{ème} trimestre 2015 s'élèvent à **98237 tonnes** de marchandises pour une valeur de **359,7 milliards FCFA** contre **99057 tonnes** de marchandises pour une valeur de **305,9 milliards FCFA** au trimestre précédent et **170468 tonnes** pour **259,1 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2014.

➤ Par rapport au 3^{ème} trimestre 2015

Le volume des exportations globales est demeuré quasi-stable malgré l'augmentation de plus de **34,0%** de la quantité d'or exporté et la forte baisse des volumes de coton et d'engrais du fait de leur caractère saisonnier. En valeur, les exportations sont en hausse de **17,6%** en liaison avec l'augmentation de **29,1%** de la valeur d'or exporté traduisant l'accroissement de la quantité d'or exporté.

➤ Par rapport au 4^{ème} trimestre 2014

La quantité totale de marchandises exportées a baissé de **42,4%** du fait du fort repli des volumes de coton et d'engrais exportés. En revanche, la valeur totale des exportations a progressé de **38,8%** en liaison surtout avec la forte augmentation de la valeur d'or exporté et des autres produits d'exportations en dehors de l'or et du coton.

6-3 Le solde commercial et le taux de couverture :

Tableau 26 : Taux de couverture des importations par les exportations (réalisations)

Période/Désignation	4T13	1T14	2T14	3T14	4T14	1T15	2T15	3T15	4T15
Importations (M)	475,6	439,0	364,0	470,0	521,0	428,0	468,0	587,0	532,0
Exportations (X)	300,6	355,1	273,0	296,0	259,1	327,0	263,3	305,9	359,7
Solde (X-M)	-175,0	-83,9	-91,0	-174,0	-261,9	-101,0	-204,7	-281,1	-172,3
Taux de couverture (X / M) en %	63,2	80,9	75,0	63,0	49,7	76,4	56,3	52,1	67,6

Source : INSTAT - DGD

En milliard de FCFA

Le solde commercial est de **-172,3 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2015. Il s'est amélioré par rapport au trimestre précédent et par rapport au 4^{ème} trimestre 2014 dont les soldes commerciaux s'élèvent respectivement de **-281,1 milliards FCFA** et de **-261,9 milliards FCFA**. Il en est de même pour le taux de couverture des importations par les exportations, qui s'est établi à **67,6%** au 4^{ème} trimestre 2015 contre **52,1%** au 3^{ème} trimestre 2015 et **49,7%** au 4^{ème} trimestre 2014.

7 - Les finances publiques

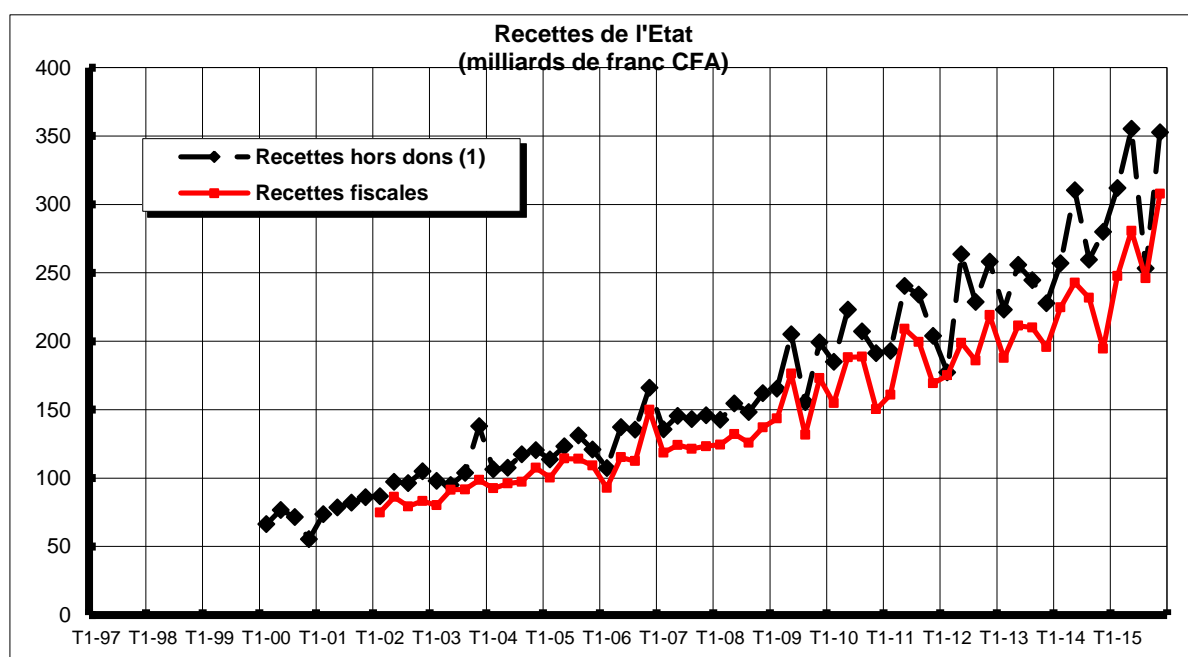
Tableau 27: Budget de l'Etat (TOFE)

Budget de l'Etat										
Source : TOFE										
	Recettes hors dons (1)	Recettes fiscales	Dépenses totales (2)	Dépenses courantes (3)	dont Salaires	dont intérêts sur la dette (4)	Dépenses d'investissements (5)	dont investissements sur ressources internes (6)	Autres dépenses (7)	Dépenses PPTe
	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA	mld CFA
T1-12	177,3	175,1	289,9	164,1	58,0	4,7	91,7	32,8	34,1	14,2
T2-12	263,5	198,8	143,6	149,2	73,3	4,9	-42,3	16,5	36,6	21,5
T3-12	228,7	186,0	266,1	185,2	78,0	9,3	43,3	11,4	37,6	17,8
T4-12	258,1	219,1	244,5	205,9	81,8	7,9	41,4	41,4	-2,8	25,5
T1-13	223,1	187,6	225,2	140,6	64,0	7,1	54,7	18,7	29,9	-
T2-13	255,8	211,3	273,5	203,1	69,9	4,8	49,1	53,5	21,3	-
T3-13	244,3	209,8	247,1	197,3	76,4	11,7	27,3	46,4	22,5	-
T4-13	228,1	196,0	551,0	259,7	80,4	8,9	262,7	99,3	28,7	-
T1-14	257,1	224,8	210,0	142,4	79,9	5,1	21,0	21,0	46,6	-
T2-14	310,3	242,8	384,1	224,1	65,2	10,3	118,8	41,5	41,2	-
T3-14	259,6	231,7	211,4	207,7	78,2	15,2	-27,3	38,9	31,0	-
T4-14	279,8	194,5	759,2	271,0	89,8	8,8	466,4	168,3	21,9	-
T1-15	311,9	247,5	272,3	172,1	76,9	12,7	41,5	16,4	58,7	-
T2-15	355,2	280,6	326,3	213,4	83,5	9,3	65,2	25,1	47,7	-
T3-15	253,1	246,0	390,8	249,0	97,4	10,2	147,4	58,3	-5,6	-
T4-15	352,6	307,7	610,5	301,8	100,3	18,8	275,1	148,4	33,6	-

Source : TOFE _ DNTCP

les données sont en flux et non en cumul

Graphique 16 : Evolution des recettes hors dons et recettes fiscales



7-1 Les recettes globales :

Les recettes totales hors dons à fin décembre 2015 sont en hausse de **166,1** milliards FCFA par rapport à la même période en 2014, soit une augmentation de **15,0%**. S'agissant du taux de réalisation des prévisions des recettes totales hors dons du programme à fin décembre 2015, il est de **104,4%**, soit un surplus de **53,2 milliards FCFA**. L'augmentation des recettes hors dons est en partie liée à un accroissement de plus de **21,0%** des recettes fiscales nettes sur la même période. Cette performance s'explique par les efforts déployés en matière de recouvrement à travers de nombreuses actions entreprises, notamment la multiplication des vérifications et des contrôles.

7-1-1 Les recettes de la Direction Générale des Impôts (DGI) :

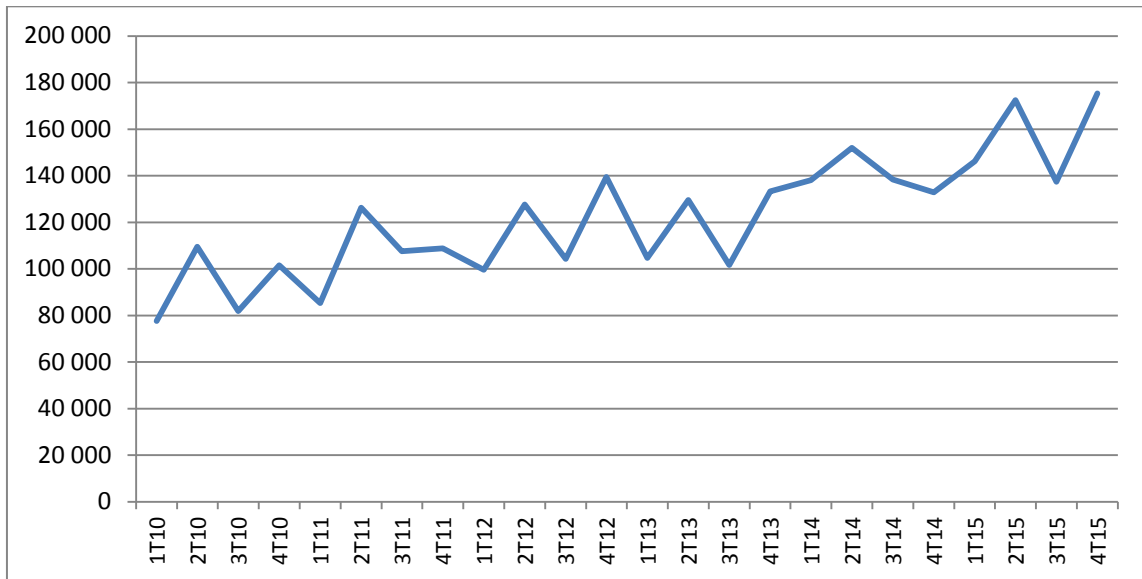
Au titre du 4^{ème} trimestre 2015, les recettes de la DGI s'élèvent à **175,3 milliards FCFA** pour une prévision de **163,0 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **107,5%** et un dépassement de **12,2 milliards FCFA**.

a- Evolution des recettes de la DGI :

Tableau 28 : Evolution trimestrielle des recettes par grande masse

PERIODE	IMPOTS DIRECTS		IMPOTS INDIRECTS		ENREGISTREMENTS ET TIMBRE		TOTAL	
	PREV	REAL	PREV	REAL	PREV	REAL	PREV	REAL
1T10	47 764	43 370	35 454	30 950	3 006	3 243	86 224	77 563
2T10	58 491	68 403	38 611	36 381	3 834	4 688	100 936	109 472
3T10	45 496	42 294	39 077	34 790	5 056	4 751	89 629	81 835
4T10	47 649	50 498	41 403	45 895	4 159	5 075	93 211	101 468
1T11	49 220	48 143	44 771	33 533	4 097	3 584	98 088	85 260
2T11	59 155	76 329	46 747	44 904	4 764	5 016	110 666	126 249
3T11	52 143	50 222	53 727	52 835	4 986	4 555	110 856	107 612
4T11	50 507	45 963	51 394	57 588	4 906	5 286	106 807	108 837
1T12	54 051	57 195	49 577	38 558	4 990	3 807	108 618	99 560
2T12	63 347	76 500	58 103	48 759	5 848	2 342	127 298	127 601
3T12	55 541	52 460	50 944	47 626	5 127	4 157	111 612	104 243
4T12	60 943	77 066	55 407	56 782	6 226	5 552	122 576	139 400
1T13	56 652	67 229	43 646	34 046	3 325	3 467	103 623	104 741
2T13	98 371	75 683	56 441	48 853	4 658	5 006	159 470	129 542
3T13	54 950	49 524	54 818	47 161	5 043	4 962	114 811	101 647
4T13	76 822	65 409	61 595	60 172	4 979	7 760	143 396	133 341
1T14	66 535	72 468	63 280	60 928	3 944	4 751	133 759	138 147
2T14	82 444	107 143	58 008	38 897	4 973	5 917	145 425	151 957
3T14	73 099	77 131	58 061	54 737	5 812	6 485	136 972	138 354
4T14	71 130	67 306	65 733	58 467	5 381	7 095	142 244	132 868
1T15	74 694	80 238	65 608	60 630	3 821	5 342	144 123	146 210
2T15	102 908	101 100	63 861	64 529	4 818	6 766	171 587	172 395
3T15	67 328	66 584	79 103	63 778	4 819	6 985	151 250	137 347
4T15	87 244	82 906	69 770	83 008	6 026	9 369	163 040	175 283

Source : DGI **PREV = prévision** **REAL = réalisation** **unité : millions de FCFA**
Graphique 17 : Evolution des recettes trimestrielles réalisées de la DGI (en millions FCFA)

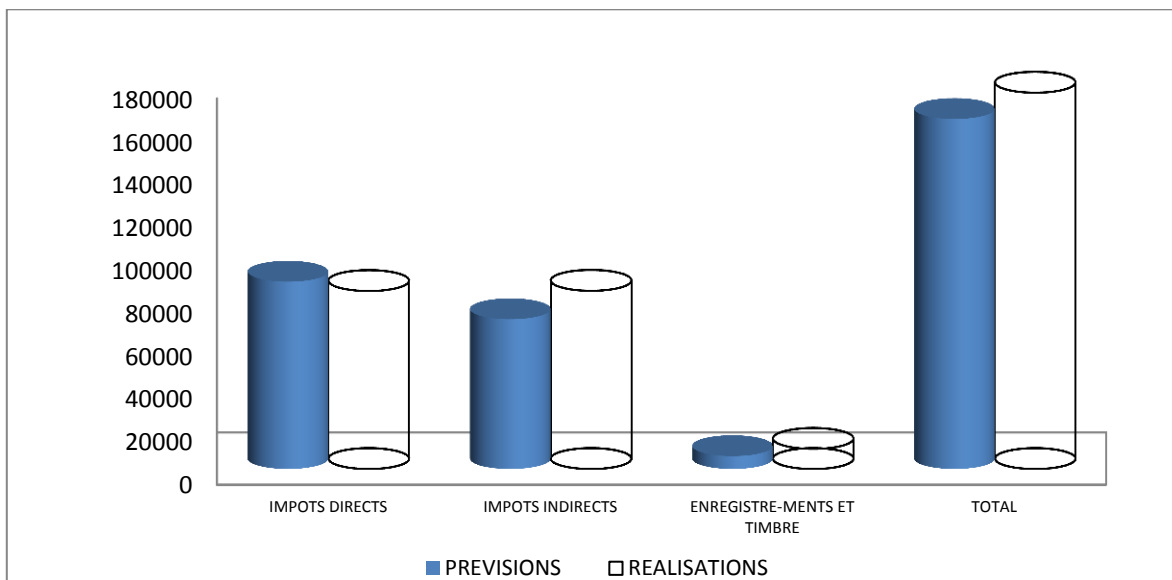


Malgré un caractère saisonnier l'évolution des recettes réalisées par la DGI laisse entrevoir une tendance haussière sur la période de 2010 à 2015.

b- Effets conjoncturels :

- **Par rapport aux prévisions du 4^{ème} trimestre 2015**

Graphique 18 : Comparaison les prévisions et les réalisations de recettes du 4^{ème} trimestre 2015

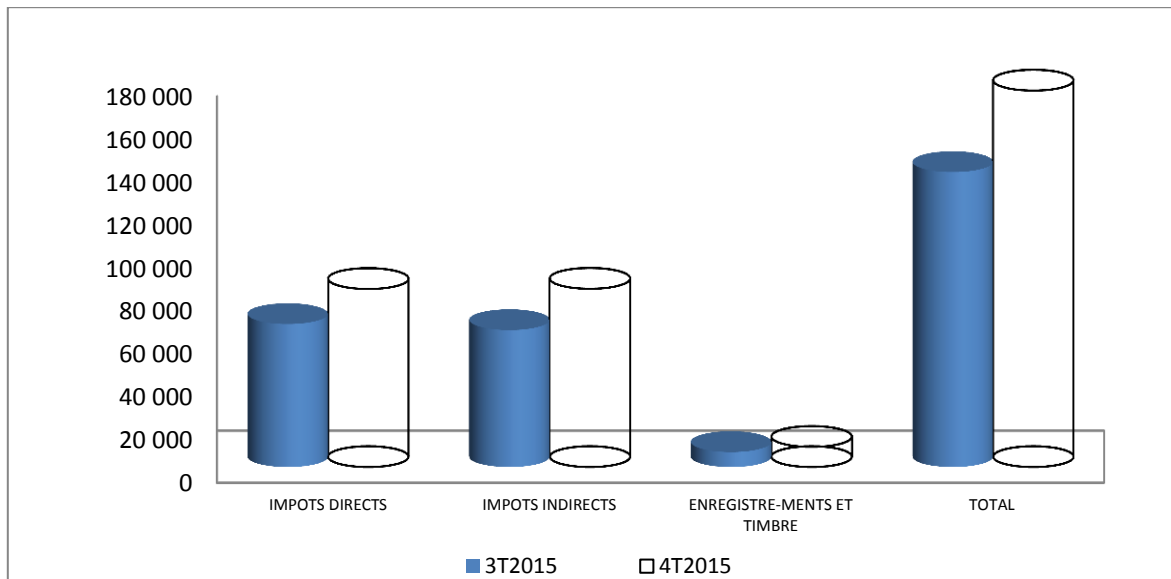


Les prévisions de recettes de la DGI au titre du 4^{ème} trimestre 2015 sont fixées à **163,0 milliards FCFA**. Les recettes réalisées au cours du même trimestre se chiffrent à **175,3 milliards FCFA**. Il en résulte un écart positif de **12,2 milliards FCFA**, en liaison avec les

performances enregistrées au niveau des impôts indirects sur la même période. Cela dénote des efforts supplémentaires déployés en matière de recouvrement.

➤ **Par rapport au 3^{ème} trimestre 2015**

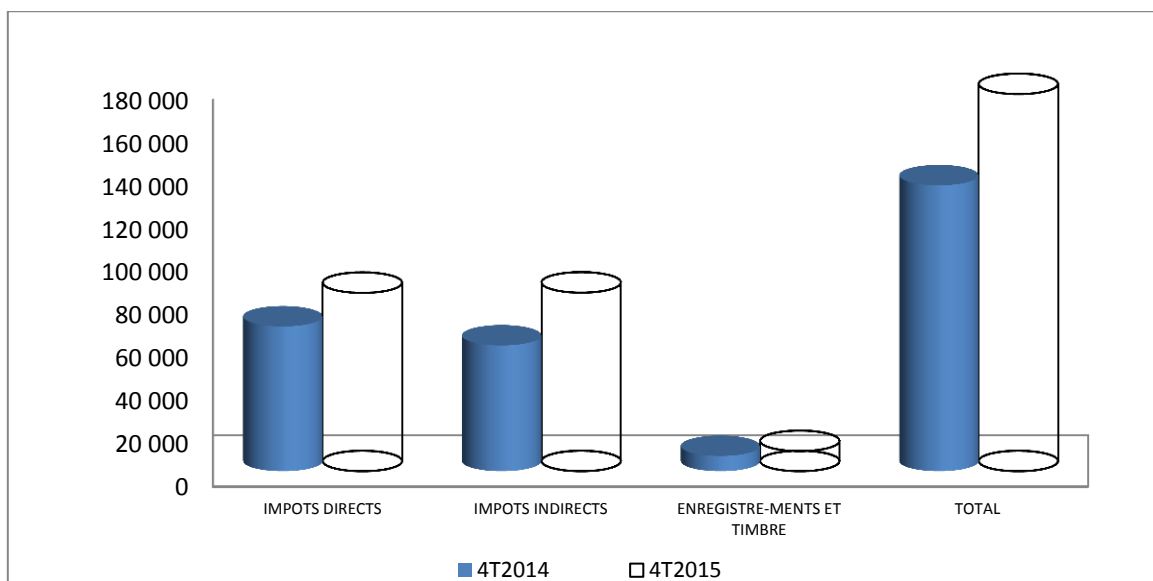
Graphique 19 : Comparaison entre les recettes du 4^{ème} trimestre 2015 et les recettes du 3^{ème} trimestre 2015



Les recettes de la DGI au 3^{ème} trimestre 2015 sont de **137,4 milliards FCFA**, tandis que celles du 4^{ème} trimestre 2015 se chiffrent à **175,3 milliards FCFA**, soit une hausse globale de **37,9 milliards FCFA** et un taux de progression de **27,6%** qui s'explique essentiellement par la saisonnalité des recettes.

➤ **Par rapport au 4^{ème} trimestre 2014**

Graphique 20 : Comparaison entre les recettes du 4^{ème} trimestre 2015 et les recettes du 4^{ème} trimestre 2014



Les réalisations du 4^{ème} trimestre 2014 se chiffraient à **132,9 milliards de FCFA** et celles du 3^{ème} trimestre 2015 se chiffrent à **175,3 milliards FCFA**, soit une hausse de **42,4 milliards FCFA** et un taux d'accroissement de **31,9%**. Les grandes masses de recettes ont fluctué de la manière suivante :

- les impôts directs passent de **67,3 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2014 à **82,9 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2015, soit une hausse de **23,2%** ;
- les impôts indirects sont passés de **58,5 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2014 à **83,0 milliards FCFA** à la même période de 2015, soit une hausse de **42,0%** ;
- et les droits d'enregistrements et de timbre passent de **7,1 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2014 à près de **9,4 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2015, soit une hausse de **32,1%**.

En définitive, il ressort qu'au 31 décembre 2015, la DGI a globalement recouvré un montant de **631,2 milliards FCFA** pour un objectif annuel de près **630,0 milliards FCFA**; soit un taux de réalisation de **100,2%**.

Le tableau suivant donne la situation des réalisations cumulées au 31 décembre de 2010 à 2015. Il y apparaît que les objectifs annuels assignés ont toujours été atteints à l'exception de l'année 2013, le taux de réalisation le plus élevé étant observé en 2014 avec **100,5%** et le plus bas en 2013 avec **90,0%**.

Tableau 29 : Prévisions annuelles et réalisations au 31 décembre des recettes de 2010 à 2015

Année	Prévisions annuelles	Réalisation au 31 décembre	Taux de réalisation
2010	370 000	370 338	100,1%
2011	426 417	427 958	100,4%
2012	470 104	470 804	100,2%
2013	521 300	469 271	90,0%
2014	558 400	561 326	100,5%
2015	630 000	631 235	100,2%

Source : DGI

unité : million FCFA

L'atteinte de l'objectif annuel 2015 est imputable à la mise en œuvre de la stratégie de réalisation des objectifs, adoptée sur la base du cadrage budgétaire à savoir :

- l'optimisation des déclarations mensuelles par un meilleur suivi des indicateurs de gestion ;
- l'intensification des poursuites pour le recouvrement des arriérés ;
- un meilleur suivi des contribuables qui sont à la fois débiteurs et créanciers de l'Etat ;

- l'intégration dans les programmes de contrôle, des renseignements issus des travaux du Comité Mixte de Renseignements et d'Investigations Economiques et Financières (CMRIEF) et les marchés DGMP ;
- l'intensification des contrôles ponctuels de TVA.

7-1-2 Les recettes de la Direction Nationale du Domaine et des Cadastres (DNDC) :

Tableau 30 : Evolution des recettes trimestrielles de la DNDC

trimestres	En millions de FCFA	
	Prévisions	réalizations
T1 - 10	8 291	11 025
T2 - 10	10 932	20 570
T3 - 10	12 028	11 211
T4 - 10	13 749	17 683
T1 - 11	9 294	9 869
T2 - 11	23 136	17 854
T3 - 11	19 962	21 060
T4 - 11	26 808	16 564
T1 - 12	25 755	25 875
T2 - 12	15 070	17 858
T3 - 12	22 178	22 347
T4 - 12	20 945	21 351
T1 - 13	14 655	18 267
T2 - 13	22 695	25 425
T3 - 13	34 384	14 816
T4 - 13	22 366	15 447
T1 - 14	14 495	9 619
T2 - 14	32 044	31 342
T3 - 14	16 348	7 540
T4 - 14	9 996	17 088
T1 - 15	9 633	6 492
T2 - 15	33 568	43 085
T3 - 15	18 399	9 683
T4 - 15	22 885	21 090

Source : DNDC

Il faut rappeler que les objectifs de recettes assignés à la DNDC au titre de l'année 2015 dans la Loi de Finances sont fixés à un peu plus de **84,7 milliards FCFA**, soit une augmentation de **16,0%** au titre de l'année 2014.

Les recettes recouvrées par la DNDC au cours du 4^{ème} trimestre 2015 se chiffrent à **21,1 milliards FCFA** pour une prévision de **22,9 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation des prévisions de **92,2%** et un gap de **1,8 milliards FCFA**. De même, les recettes cumulées à fin décembre 2015 sont inférieures aux prévisions de **4,4 milliards FCFA**, mais sont supérieures de **10,6 milliards FCFA** à celles cumulées à la même période en 2014.

Neanmoins, à l'analyse, il ressort de la situation qu'à l'exception de la rubrique des dividendes des sociétés non-minières, dont le taux de réalisation est de **132,0%**, les prévisions des autres rubriques n'ont pas été atteintes au 31 décembre 2015 pour des raisons suivantes :

a- dividendes des sociétés minières :

Les réalisations de recettes au titre de cette composante se chiffrent à **8,4 milliards FCFA** prévision annuelle de **12,0 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de l'objectif annuel de **70,0%**. Cette contre-performance est essentiellement due au fait que sur les neuf sociétés minières seules trois (Morila S.A., Goukoto S.A. et SEMOS S.A.) ont effectué de paiements. Cette situation peut s'expliquer, d'une part, par le refus des dites sociétés à honorer leurs engagements malgré la réalisation de bénéfices et, dans une moindre mesure, par le bas niveau du cours de l'or sur le marché international d'autre part.

b- taxe ad valorem (TAV):

Il a été recouvré un montant de **25,3 milliards FCFA** au 31 décembre 2015 pour une prévision à la même date de **30,0 milliards FCFA**, soit un taux de réalisation de **84,0%**.

Il faut signaler que les hypothèses qui ont prévalu à l'établissement des prévisions annuelles de la taxe ad valorem, notamment le renchérissement du prix de l'or sur le marché international ainsi que l'entrée en production de trois nouvelles sociétés minières, se sont avérées loin de la réalité tout au long de l'année 2015.

Les sociétés minières, de façon globale, ont respecté, et même dépassé, leurs prévisions de production au cours de l'année 2015 et se sont acquittées de la TAV, même si la plupart est constituée des compensations de crédit TVA.

Ainsi, il ressort des situations ci-dessus que la non-atteinte de la prévision est due essentiellement à la baisse du cours de l'or sur le marché international qui s'est répercutée sur les paiements de taxe ad valorem.

C'est pourquoi, les prévisions de la taxe ad valorem, dans le contexte d'un marché en baisse (**1 100 dollars l'once en moyenne**), seraient réalistes si elles prenaient en compte les réalisations de l'année précédente.

c- recettes ordinaires :

Les réalisations au 31 décembre 2015 se sont chiffrées à **13,8 milliards FCFA** pour une prévision de **17,5 milliards FCFA**, soit un taux réalisation des prévisions de **79,0%**. Au 31 décembre 2014 les recettes s'élevaient à **10,4 milliards FCFA**.

Les recettes ordinaires ont enregistré une augmentation spectaculaire en 2015 (**+3,4 milliards FCFA**) notamment à cause de la rétrocession, au mois de Décembre, à la DNDC des montants issues des aliénations d'immeubles suites aux opérations immobilières effectuées par l'ACI.

Cette réalisation a permis d'améliorer la moyenne mensuelle de réalisations des recettes ordinaires qui s'est fixée à **1,5 milliards FCFA** alors qu'elles étaient de **0,7 FCFA** durant les onze premiers mois de l'année.

Ce niveau de réalisations des recettes ordinaires, **qui constitue un record dans l'histoire de la DNDC**, a été fortement impacté par la mesure portant suspension des attributions des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales au cours de l'année 2015.

En effet, dans le cadre de l'assainissement de la gestion foncière, le Gouvernement a pris des Arrêtés interministériels portant suspension des attributions des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat et des Collectivités Territoriales qui ont duré **12 mois** dont huit (**08**) se rapportant à l'année 2015

Il faut signaler que la prévision de **17,5 milliards FCFA** a été retenue en tenant compte de l'impact qu'aurait sur les recettes ordinaires l'adoption du projet de Décret portant révision à la hausse des prix de cession des terrains du domaine privé immobilier de l'Etat mais qui est intervenu en août 2015 alors que la mesure de suspension courait.

d- Dividendes des autres sociétés:

Les réalisations se sont chiffrées à un peu plus **32,8 milliards FCFA** sur une prévision de près **25,0 milliards FCFA** ; soit un taux de réalisation de **132,0 %**.

Cette performance s'explique par le paiement exceptionnel d'un montant de **25,5 milliards FCFA** de la part de la Société de Télécommunication du Mali (SOTELMA) en plus d'un montant de **2,1 milliards FCFA** de dividendes de la CMDT.

Il faut signaler que la DNDC a déployé, en 2015, d'énormes efforts pour le suivi des dividendes des autres sociétés à travers des séries de rencontres avec les responsables des dites sociétés pour leur expliquer le bien-fondé de leur participation à l'atteinte des objectifs fixés en matière de recettes.

En termes de perspectives, Il est attendu, au titre des perspectives de recouvrement pour le 1^{er} trimestre de l'année 2016, un montant de **11,2 milliards FCFA** se répartissant comme suit :

- **5,4 milliards FCFA** de Taxe Ad Valorem ;
- **3,4 milliards FCFA** de recettes ordinaires ;
- **2,0 milliards FCFA** de dividendes des sociétés minières ;
- **0,3 milliards FCFA** de redevances superficielles ;
- **0,05 milliards FCFA** de taxe d'extraction.

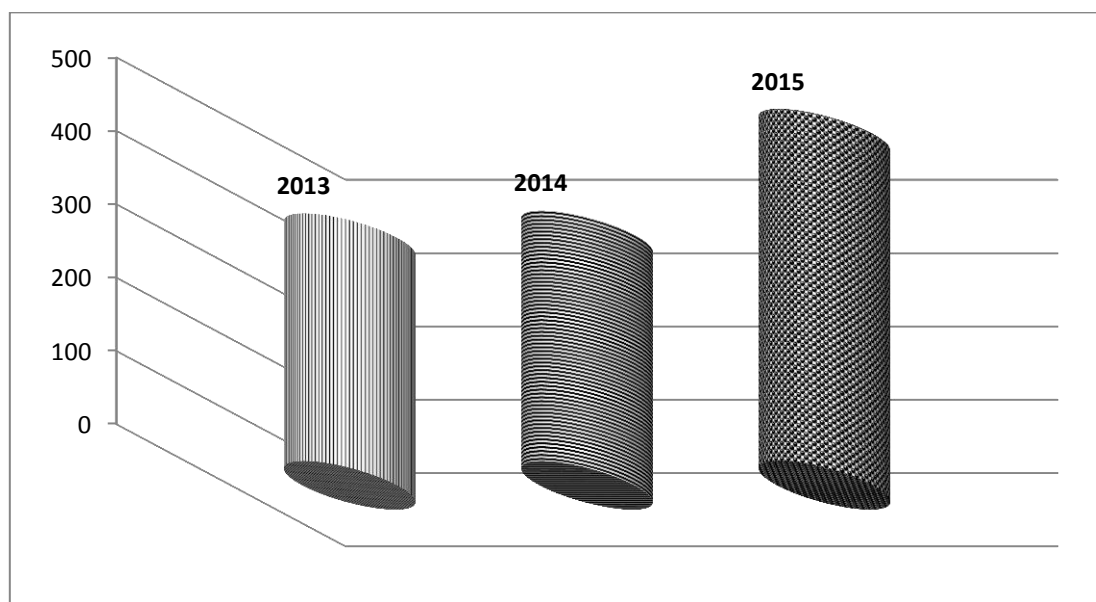
7-1-3 Les recettes de la Direction Générale des Douanes (DGD) :

Tableau 31 : Réalisations et prévisions des recettes de la DGD en 2015

(En millions F CFA)														
Bureaux	MOIS	Janv	Fév	Mars	Av	Mai	Juin	Juil	Août	Sept	oct	nov	déc	Somme
PP	Réalisations	10 399,8	12 140,5	12 891,4	15 438,9	18 174,7	17 830,0	13 728,0	17 430,5	16 802,0	18 007,6	19 098,8	17 373,5	189 315,8
	Prévisions	10 399,8	12 214,5	12 891,4	13 000,0	12 839,0	12 839,0	13 232,0	13 232,0	13 232,0	12 323,0	12 324,0	12 473,2	151 000,0
	Ecarts	0,0	-74,1	0,0	2 438,9	5 335,7	4 991,0	496,0	4 198,5	3 570,0	5 684,6	6 774,8	4 900,3	38 315,8
PNP	Réalisations	19 323,6	23 356,2	25 252,9	24 965,7	22 410,8	22 494,8	26 754,9	23 623,9	23 328,2	27 373,7	23 409,6	28 503,3	290 797,8
	Prévisions	19 392,4	23 267,8	25 139,8	26 647,0	25 522,0	25 523,0	26 435,0	26 435,0	26 438,0	24 612,0	24 612,0	24 976,0	299 000,0
	Ecarts	-68,7	88,4	113,1	-1 681,3	-3 111,2	-3 028,2	319,9	-2 811,1	-3 109,8	2 761,7	-1 202,4	3 527,2	-8 202,2
TOTAL	Réalisations	29 723,5	35 496,7	38 144,4	40 404,7	40 585,6	40 324,8	40 482,9	41 054,4	40 130,2	45 381,3	42 508,3	45 876,8	480 113,6
	Prévisions	29 792,2	35 482,3	38 031,2	39 647,0	38 361,0	38 362,0	39 667,0	39 667,0	39 670,0	36 935,0	36 936,0	37 449,3	450 000,0
	Ecarts	-68,7	14,4	113,1	757,7	2 224,6	1 962,8	815,9	1 387,4	460,2	8 446,3	5 572,3	8 427,5	30 113,6

Source : DGD Prév : Prévisions Réal : Réalisations PP : Produits Pétroliers PNP : Produits Non Pétroliers

Graphique 21 : Comparaison entre les recettes réalisées en milliards FCFA de 2013, de 2014 et de 2015



Au 31 décembre 2015, la Direction Générale des Douanes a réalisé **480,1 milliards FCFA** pour une prévision de **450,0 milliards FCFA** sur la période, soit un excédent de **30,1 milliards FCFA** et un taux d'exécution des prévisions de **106,7%**.

Les réalisations de 2015 sont en hausse de **40,5%** par rapport aux réalisations de 2014, soit un écart nominal de **138,5 milliards FCFA**. La recette moyenne mensuelle s'élève à plus de **40,0 milliards FCFA**. La réalisation mensuelle la plus élevée est de **45,9 milliards FCFA** atteint en décembre 2015.

Ce performance fait suite à l'effort managérial apporté à la prise en charge des marchandises dans les structures de dédouanement, ce qui a permis de soutenir les effets positifs de la baisse des prix fournisseurs du pétrole.

Par composante, il a été réalisé à fin décembre 2015 :

- ❖ sur les produits pétroliers, **189,3 milliards FCFA** pour une prévision **151,0 milliards FCFA**, il se dégage alors un écart positif de **38,3 milliards FCFA** et un taux d'exécution des prévisions de **125,4%**. Cette performance est surtout due au niveau satisfaisant des prélèvements fiscaux sur les produits pétroliers, profitant de la tendance à la baisse du cours mondial du pétrole.

L'amélioration de la pression fiscale ne pourra pas à elle seule expliquer cette tendance haussière des recettes sur les produits pétroliers, il y'a aussi un effet volumique. En effet, l'amélioration de la gestion du sous-secteur a permis de réaliser une nette augmentation des volumes TTC mis à la consommation lesquels constituent la base de la taxation de ces produits au cordon douanier. Suite à cette politique managériale, il a été réalisé en moyenne **72,5 millions de litres** par mois de mise à la consommation TTC de produits pétroliers en 2015, contre une moyenne de **57,0 millions de litres** en 2014 et un niveau prévisionnel de **62,0 millions de litres** en 2015.

Au titre de rappel en 2015, les mises à la consommation mensuelles TTC ont atteint leur pic en avril avec **87,2 millions de litres**.

- ❖ sur les produits non pétroliers, les recouvrements s'élèvent à **290,8 milliards FCFA** pour **299,0 milliards FCFA** prévus, soit un écart négatif de **8,2 milliards FCFA** et un taux de réalisation des prévisions de **97,3%**.

En hausse de **14,7%** par rapport aux réalisations de 2014, les recettes sur les marchandises solides feront l'objet d'attention particulière pour l'amélioration de leur prise en charge à l'instar des produits pétroliers en 2015.

En perspectives, on note que les objectifs annuels de recouvrement des recettes de la Direction Générale des Douanes au titre de l'année 2016 sont fixés à **512,0 milliards FCFA** dont **188,4 milliards FCFA** sur les produits pétroliers et **323,6 milliards FCFA** sur les autres produits.

Dans le cadre de la trimestrialisation de ses recettes, la Direction Générale des Douanes a fixé ses prévisions de recouvrement du 1^{er} trimestre 2016 à **123,8 milliards FCFA**, soit **24,2%** de ses prévisions annuelles.

Toutes les dispositions sont prises pour l'atteinte de cet objectif trimestriel.

7-2 Les dépenses globales :

Au 31 décembre 2015, le niveau des dépenses totales est de **1599,9 milliards FCFA** pour une prévision du programme de **1567,8 milliards FCFA**, soit un taux de d'exécution de **102,0%**.

Par rapport à fin décembre 2014, on note que les dépenses totales n'ont augmenté que de **2,2%**, malgré un accroissement de **11,0%** sur la même période des dépenses courantes ainsi que de celles liées aux biens et services.

La hausse des dépenses courantes est due notamment à la rentrée en vigueur des décisions du Gouvernement en matière de bonifications salariales.

Le faible niveau de croissance des dépenses globales de l'année 2015 comparativement à l'année dernière s'explique essentiellement par la baisse de **8,6%** du niveau des dépenses d'investissements. L'analyse révèle un repli des dépenses d'investissement au cours du 2^{ème} trimestre et du 4^{ème} trimestre 2015 par rapport aux mêmes périodes en 2014.

En ce qui concerne le service de la dette dû après allègement et payé, il est de **138,6 milliards FCFA** à fin décembre 2015 contre **97,3 milliards FCFA** à la même période en 2014 et **94,9 milliards FCFA** à fin septembre 2015. Il en résulte une augmentation des services de la dette à fin décembre 2015.

8- La situation monétaire et le transfert des migrants

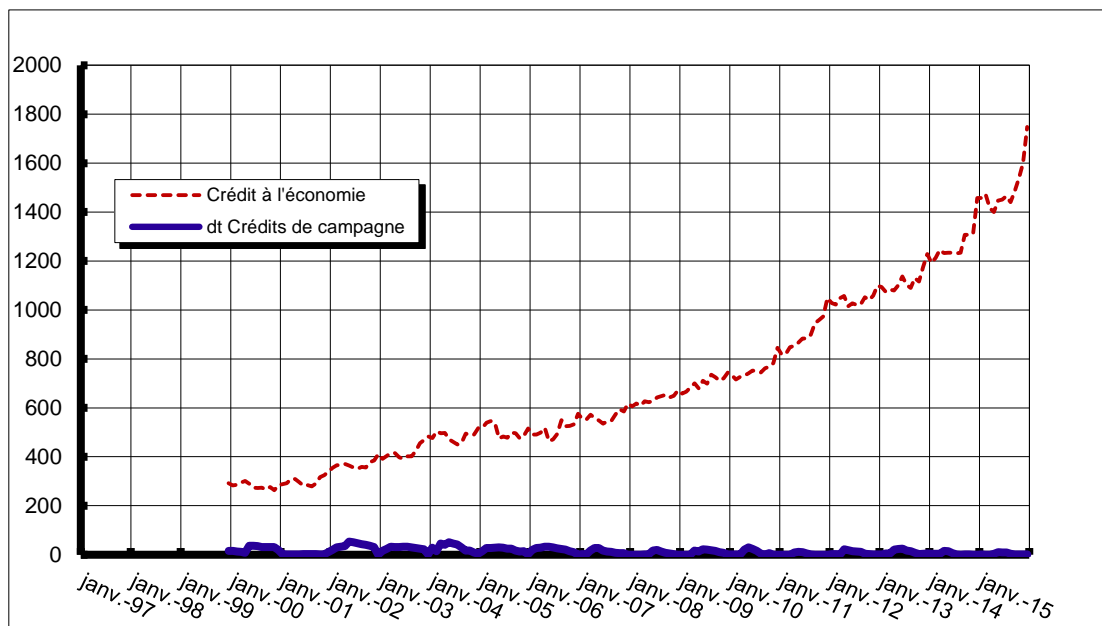
8-1 La situation monétaire :

Tableau 32 : Situation monétaire

	Masse monétaire et ses contreparties									
	Source : BCEAO									
	Fiduciaire (1)	Dépôts bancaires (2)	Masse monétaire (3) = (1)+(2)	Autres postes nets (4)	Total (5) = (3)+(4)	Avoirs Extérieurs Nets (6)	Crédit intérieur (7) = (5)-(6)	Position nette du Gouvernement (8)	Crédit à l'économie (9) = (7)-(8)	dt Crédits de campagne (10)
mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA	mld FCFA
janv-14	525,3	1 283,4	1 808,8	59,9	1 868,7	739,2	1 129,5	-62,8	1 192,4	3,3
févr-14	517,7	1 323,1	1 840,9	32,8	1 873,6	703,9	1 169,7	-43,6	1 213,3	3,5
mars-14	513,7	1 365,9	1 879,6	24,5	1 904,1	716,3	1 187,8	-58,3	1 246,1	3,4
avr-14	518,0	1 331,7	1 849,6	23,8	1 873,5	675,3	1 198,1	-33,9	1 232,0	15,3
mai-14	490,0	1 290,4	1 780,3	55,3	1 835,6	654,5	1 181,1	-53,0	1 234,1	13,7
juin-14	465,8	1 317,8	1 783,6	11,2	1 794,7	664,0	1 130,7	-102,7	1 233,4	6,2
juil-14	443,7	1 344,4	1 788,1	-18,7	1 769,4	634,0	1 135,4	-95,4	1 230,8	1,2
août-14	415,1	1 359,2	1 774,3	21,6	1 795,9	619,9	1 175,9	-57,8	1 233,7	0,1
sept-14	412,9	1 366,5	1 779,4	35,4	1 814,8	551,4	1 263,4	-43,9	1 307,4	0,6
oct-14	390,0	1 388,6	1 778,6	26,8	1 805,4	550,0	1 255,3	-52,3	1 307,6	0,6
nov-14	407,1	1 398,3	1 805,4	25,9	1 831,4	567,4	1 264,0	-47,3	1 311,3	0,0
déc-14	443,5	1 533,4	1 976,8	17,8	1 994,6	622,6	1 371,9	-86,1	1 458,0	0,0
janv-15	460,2	1 512,3	1 972,5	-27,2	1 945,3	577,0	1 368,3	-89,7	1 458,0	0,4
févr-15	462,3	1 563,2	2 025,5	49,1	2 074,6	596,3	1 478,2	5,4	1 472,8	0,0
mars-15	456,0	1 540,2	1 996,3	41,1	2 037,4	612,9	1 424,5	7,0	1 417,5	0,0
avr-15	493,5	1 545,2	2 038,7	4,0	2 042,8	666,9	1 375,8	-24,3	1 400,2	2,9
mai-15	469,7	1 608,9	2 078,6	34,9	2 113,5	602,0	1 511,4	63,9	1 447,5	10,2
juin-15	426,7	1 617,0	2 043,7	7,5	2 051,2	606,8	1 444,4	-7,2	1 451,6	8,3
juil-15	417,4	1 642,8	2 060,2	151,0	2 211,2	759,7	1 451,4	-13,9	1 465,3	8,3
août-15	391,3	1 645,7	2 037,0	53,5	2 090,5	656,8	1 433,7	-7,3	1 441,0	3,5
sept-15	428,4	1 665,1	2 093,5	34,4	2 127,9	643,4	1 484,6	-0,3	1 484,8	1,3
oct-15	388,2	1 727,6	2 115,8	9,6	2 125,4	553,9	1 571,4	33,9	1 537,6	1,3
nov-15	374,9	1 738,4	2 113,4	16,6	2 130,0	510,5	1 619,4	19,0	1 600,4	1,3
déc-15	407,2	1 829,9	2 237,1	-9,3	2 227,8	535,6	1 692,2	-55,2	1 747,5	1,0

Source : BCEAO

Graphique 22 : Evolution du crédit à l'économie et de campagne (en milliards FCFA)



a- La masse monétaire :

A fin décembre 2015, la masse monétaire s'est accrue de **143,6 milliards FCFA**, soit une augmentation de **6,9%** par rapport à son niveau de fin septembre 2015. Par rapport à son niveau de la même période en 2014, la masse monétaire est en hausse de **260,3 milliards FCFA**, soit une amélioration de **13,2%**. L'accroissement de la masse monétaire est le fait des dépôts bancaires d'autant que la composante fiduciaire est en repli.

b- Les contreparties de la masse monétaire :

- A la fin de l'année 2015, en dépit de l'augmentation des avoirs extérieurs nets des banques commerciales, le niveau global des avoirs extérieurs nets a régressé de **107,8 milliards FCFA (-16,8%)** et de **87,1 milliards FCFA (-14,0%)** à fin décembre 2015 respectivement par rapport au trimestre précédent et par rapport à la même période en 2014. La baisse est induite par la contraction de la composante de la Banque Centrale en liaison avec la faible mobilisation de ressources extérieures au cours de ces périodes et la hausse des paiements à l'étranger;
- l'encours du crédit intérieur s'est établi à **1692,2 milliards FCFA** à fin décembre 2015 contre **1484,6 milliards FCFA** à fin septembre 2015 et **1371,9 milliards FCFA** à fin décembre 2014, soit respectivement une progression de **207,7 milliards FCFA** et **320,3 milliards FCFA** sur les deux périodes. L'amélioration du crédit intérieur est due à l'augmentation du crédit à l'économie;
- La position nette du Gouvernement s'est établie à **-55,2 milliards FCFA** à fin décembre 2015 contre **-0,3 milliards FCFA** à fin septembre 2015, soit une nette amélioration de la position créditrice de l'Etat en lien avec la hausse de ses dépôts. Par rapport à la même période en

2014, la PNG se détériore en relation essentiellement avec la hausse des concours des banques en faveur de l'Etat ;

- S'agissant de l'encours du crédit à l'économie, il affiche une progression de **262,6 milliards FCFA** et **289,4 milliards FCFA** respectivement par rapport à fin septembre 2015 et par rapport à fin décembre 2014. Cette évolution fait suite aux crédits octroyés en faveur d'entreprises intervenant dans les secteurs plusieurs secteurs de l'économie au cours des deux périodes.

8-2 Le transfert des migrants:

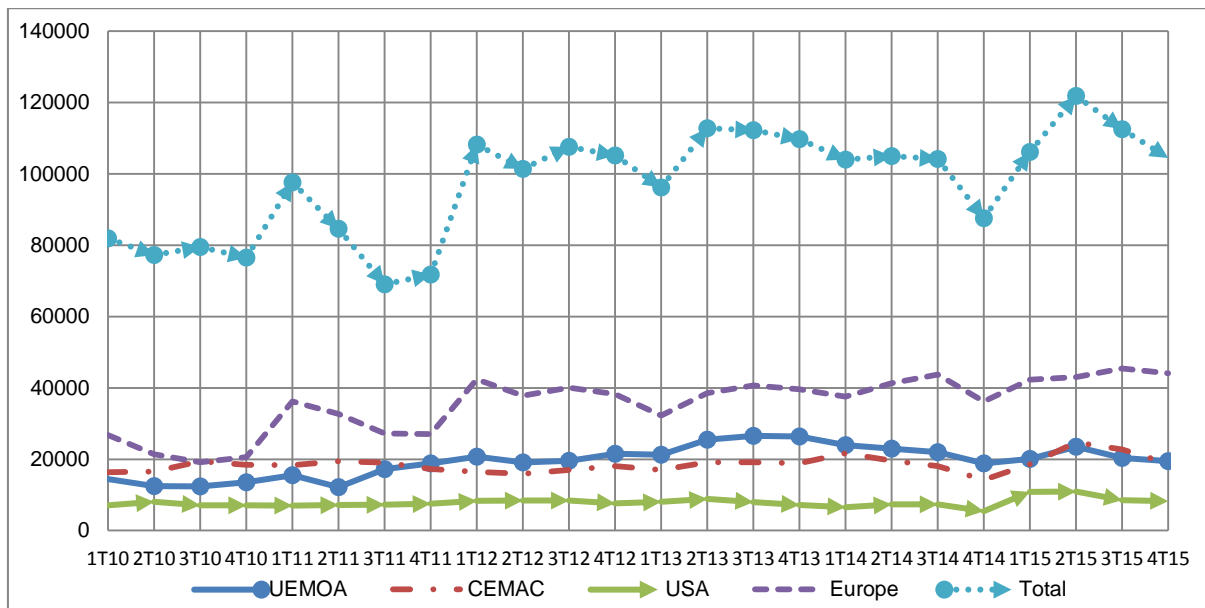
Tableau 33 : Transferts des migrants par principale zone géographique de provenance

Trimestre	TOTAL	Dont UEMOA	Dont CEMAC	Dont USA	Dont Europe
T1 - 11	97678	15545	18394	7070	36176
T2 - 11	84685	12227	19471	7212	32669
T3 - 11	69080	17292	19036	7305	27215
T4 - 11	71797	18895	17292	7555	27076
T1 - 12	108238	20770	16452	8399	42441
T2 - 12	101475	19192	15957	8511	37842
T3 - 12	107627	19610	17039	8477	40036
T4 - 12	105186	21620	18048	7708	38286
T1 - 13	96273	21313	17025	8114	32241
T2 - 13	112827	25541	19131	8948	38530
T3 - 13	112324	26564	19177	8071	40683
T4 - 13	109837	26457	18912	7197	39614
T1 - 14	104009	24006	21678	6615	37533
T2 - 14	105003	22999	19572	7370	41341
T3 - 14	104208	22021	18052	7385	43781
T4 - 14	87624	18871	14258	5488	36240
T1 - 15	106222	20118	18637	10941	42341
T2 - 15	121919	23514	24761	11004	43014
T3 - 15	112557	20421	22703	8532	45431
T4 - 15	104503	19504	18756	8337	44085

Source : BCEAO

Unité : en millions de FCFA

Graphique 23 : Transferts de migrants par zone de provenance en millions FCFA



Au 4^{ème} trimestre 2015, le niveau général des fonds transférés par les maliens de l'extérieur a fléchi de **7,2%** par rapport au 3^{ème} trimestre 2015. En revanche, par rapport à la même période en 2014 le montant total des fonds transférés est en hausse de **19,3%**. La zone CEMAC, les USA et l'Europe sont les zones qui ont le plus contribué à rehausser le niveau des fonds transférés de l'extérieur. Dans la zone CEMAC, le montant rapatrié à partir de la Guinée Equatoriale a augmenté de **92,0%** en un an, tandis que celui en provenance de la France s'est accru de **16,0%**. La hausse du montant total transféré traduit la baisse du taux de chômage reflétant l'amélioration de l'activité économique notamment aux USA et dans la zone euro.

9- Créations d'entreprises et emploi

9-1 Registre du Commerce et du Crédit Mobilier :

Tableau 34: Créations d'entreprises commerciales

	4 ^{ème} Trimestre 2014 (1)	3 ^{ème} Trimestre 2015 (2)	4 ^{ème} Trimestre 2015 (3)	Variation en % (3)/(1)	Variation en % (3)/(2)
Personnes					
Physiques	862	956	1 106	28,3	15,7
Morales	480	499	603	25,6	20,8
Total	1 342	1 455	1 709	27,4	17,5

Source : Tribunal de Commerce de Bamako

Au cours du 4^{ème} trimestre 2015, il a été enregistré **1709** immatriculations d'entreprises de la profession de commerçant et d'auxiliaires de commerce dont **1106** personnes physiques et **603** personnes morales, tandis qu'au cours du 3^{ème} trimestre 2015, le nombre d'immatriculations était de **1455** dont **956** personnes physiques et **499** personnes morales. Au 4^{ème} trimestre 2014, le nombre d'immatriculations d'entreprises s'élevaient à **1342** dont **862** personnes physiques et **480** personnes morales. Ainsi, il en résulte au 4^{ème} trimestre 2015 une augmentation de **27,4%**

des immatriculations d'entreprises par rapport à la même période en 2014. Par rapport au trimestre précédent, le nombre d'immatriculations s'est accru de **17,5%** au 4^{ème} trimestre 2015.

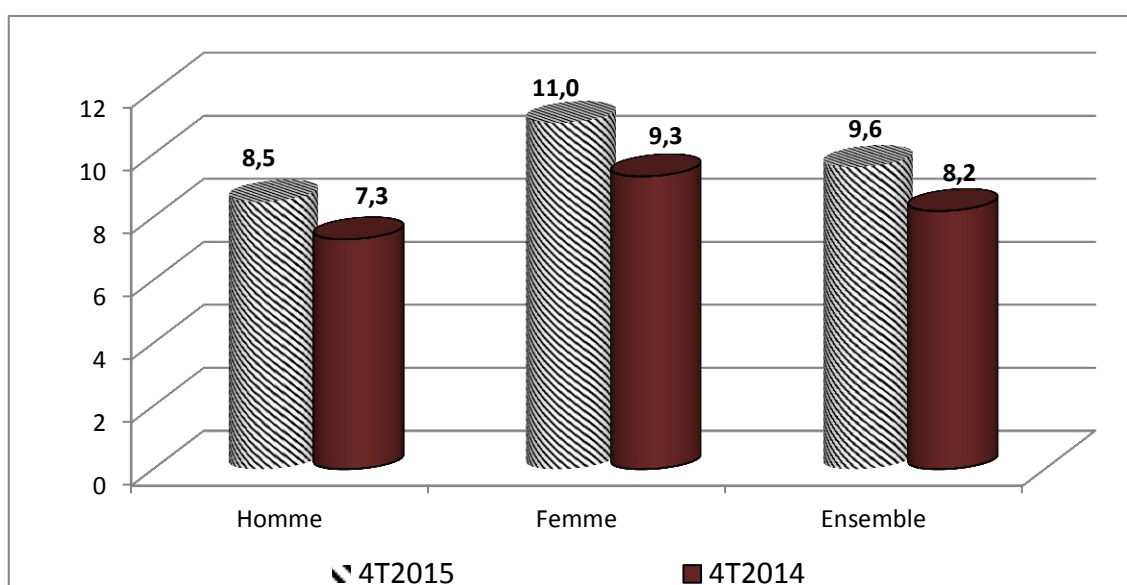
9-2 Registre des industries :

Au niveau du registre du Guichet Unique de l'Agence de la Promotion des Investissements au Mali (API-Mali), il a été enregistré **28** agréments octroyés à des entreprises industrielles et assimilées au cours du 4^{ème} trimestre 2015 contre **27** au cours du 3^{ème} trimestre 2015, soit une augmentation de **3,7%**.

S'agissant de la valeur des investissements prévisionnels, elle est de **66,7 milliards FCFA** au 4^{ème} trimestre 2015 pour une création prévisible de **535** emplois. Au 3^{ème} trimestre 2015, la valeur prévisionnelle des investissements était de **18 997,3 milliards FCFA** pour **776** emplois à créer. Ainsi, on note une diminution de **99,7%** de la valeur des investissements au 4^{ème} trimestre 2015. Quant au nombre d'emplois à créer, les projets d'investissement du 4^{ème} trimestre 2015 sont moins pourvoyeurs d'emplois que ceux du trimestre précédent.

9-3 Emploi :

Graphique 24 : Comparaison du taux de chômage en pourcentage au 4^{ème} trimestre 2015 et au 4^{ème} trimestre 2014



Les résultats de l'enquête modulaire permanente auprès des ménages (EMOP) pour le 4^{ème} trimestre 2015 et le 4^{ème} trimestre 2014 permettent d'apprécier l'évolution du taux de chômage au Mali sur une période d'un an. En effet, le taux de chômage estimé au sens du BIT est de **9,6%** au 4^{ème} trimestre 2015 contre **8,2%** au 4^{ème} trimestre 2014. De l'analyse, il ressort que le taux de chômage a augmenté de **1,4** point de pourcentage au 4^{ème} trimestre 2015 comparativement au 4^{ème} trimestre 2014 sous l'effet de la hausse du chômage de **1,2%** et **1,7%** respectivement des hommes et des femmes. Ce redressement du taux de chômage sur la période concernée n'est que conjoncturel et pourrait être due en partie aux emplois temporaires.

Conclusions et perspectives

Au regard de la part des pays émergents et en développement dans la production mondiale et le ralentissement ayant caractérisé leurs économies respectives, la croissance économique mondiale à fin 2015 a été jugée en deçà de celle de 2014. Néanmoins, les perspectives de l'activité économique mondiale sont quelque peu optimistes mais demeurent exposées à des risques. En effet, les dernières estimations du FMI fixent à **3,1%** le taux de croissance de la production mondiale en 2015 contre **3,4%** en 2014. Il est prévu un taux de croissance de **3,4%** en 2016 et de **3,6%** en 2017.

Au Mali, l'analyse de l'évolution de la conjoncture économique indique des perspectives favorables à une reprise plus forte surtout dans un contexte de reconstruction :

- l'augmentation de la production céréalière permettra d'assurer la sécurité alimentaire de la population et contribuera à contenir les prix à la consommation
- le renforcement attendu de la production industrielle d'huile alimentaire et d'aliments bétail en liaison avec une hausse de la production cotonnière corroboré par les résultats de l'enquête d'opinion auprès des industriels qui prévoient une augmentation de la production au cours du prochain trimestre ;
- la production intérieure de ciment devrait à coup sûr augmenter en rapport avec l'intensification de l'activité de BTP à la faveur des grands travaux en cours ou dont le démarrage est imminent;
- le renforcement des finances publiques au regard des stratégies identifiées en termes d'effort dans le recouvrement des recettes fiscales favorisé par une baisse continue des cours du pétrole;
- le recul du coût de fabrication des produits avec la baisse sans cesse croissant des prix de l'énergie, notamment le pétrole ;
- en dépit de la concurrence de la fibre synthétique, le cours du coton résiste à la baisse généralisée des prix des produits de base en restant quasi stable durant l'année 2015. La remontée des recettes d'exportation issue du coton à la faveur des prévisions d'augmentation de la consommation mondiale qui dépasserait l'offre pour la première fois depuis six ans au cours de l'année 2016.